

VOLUME 1, II SEMESTRE 2019

VOLUME 1, II SEMESTRE 2019

Overlandgeo

Rivista di Geografia, Geopolitica e Geoeconomia, semestrale on-line in italiano, inglese, francese, spagnolo, tedesco, portoghese, proprietario Università Nicolò Cusano, editore Edicusano.

E' una Rivista dedicata alla Geografia in generale, alla Geopolitica e alla Geoeconomia. Queste materie dialogheranno anche con altre discipline che contribuiscono ad una migliore comprensione dei fenomeni territoriali dinamici della nostra epoca caratterizzata dall'insicurezza, dalla post-globalizzazione e dal caos geopolitico.

Si vogliono mettere a confronto su un piano scientifico modi diversi di leggere la complessa realtà che ci circonda da parte degli studiosi delle accademie universitarie e degli esperti. La Rivista fa particolare riferimento all'area disciplinare 11.

La Rivista conterrà contributi scientifici provenienti dal mondo internazionale, Atti di Convegni o Seminari internazionali, recensioni di libri che segnano un progresso nello studio degli scenari globali.

INDICE

VOLUME 1, II SEMESTRE 2019

LE MODÈLE ITALIEN

Michel Korinman

p. 4

NON SOLO POLVERE DA SPARO

Gianfranco Lizza

p. 14

THE GREEN INFRASTRUCTURE OF THE APENNINES: TOWARDS A PILOT PROJECT

Antonio Ciaschi

p.26

DES PARADIS FISCAUX À L'ENGLOUTISSEMENT DANS L'OCÉAN: LES MICRO-ETATS
ENTRE MYTHES POLITIQUE ET RÉALITÉS GÉOGRAPHIQUES

André-Louis Sanguin

p. 35

GROWTH, POVERTY AND INEQUALITIES IN THE AGE OF GLOBALIZATION

Domenick Salvatore

p.54

VOLUME 1, II SEMESTRE 2019

LE MODÈLE ITALIEN

di

Michel Korinman¹

1. Sergio Romano, toujours magistral, nous expliquait en 1994 pourquoi les Italiens se méprisent : ils savaient bien, après la chute du fascisme et l'armistice que Mussolini avait bénéficié jusqu'à la fin des années 1930 d'un consensus qui n'allait s'évaporer progressivement qu'avec les bombardements et les premiers revers, que le « pacte tacite » avec l'antifascisme triomphant – facilité par l'approche alliée du fascisme en tant que mal absolu, comme « incarnation satanique », permettant de gommer les implications – reposait sur une victimisation collective et une défaite maquillée, que pareil refoulement s'était répercuté sur tout le passé national – Première Guerre mondiale – confisqué par la droite radicale, interdisant justement l'émergence post-« thérapie nationale » d'un véritable patriotisme . Raisonement qui pouvait sembler limpide, mais s'arrêter là revenait en même temps à oublier une extrême flexibilité propre à l'Italie ; celle-ci remontait au plus tard à cette invention majeure que fut le compromis historique des années 1970, en passant par la coalition (Forza Italia, Alleanza Nazionale, Lega Nord) de Silvio Berlusconi qualifié par certains de « grand-père politique de tous les mouvements populistes » en 1994 et s'incarnant pour finir dans la gouvernement M5S-Lega consécutif aux élections de mars 2018. Rien d'étonnant à ce que les députés de Forza Italia du même Berlusconi aient endossé le 29 décembre 2018 des gilets bleus en signe de protestation contre l'adoption du budget 2019 adopté par la Chambre ; on peut douter que les gilets bleus de Berlusconi connaissent le succès des « gilets jaunes » français, mais il faut reconnaître à l'aïeul un sens historique et politique aigu.

2. National-républicains vs. extrême droite. La classe intellectuelle et médiatique, presque toute vouée à l'antipopulisme, retient le développement rappelé par Étienne Gilson, l'historien de la philosophie au Moyen-Âge : « La conclusion à laquelle nous avons été perpétuellement ramenés est que la connaissance intellectuelle prend son point de départ dans les choses sensibles : principium nostrae cognitionis est a sensu » ; cependant : « La création n'est pas seulement un exode, c'est aussi une

¹ Université Sorbonne-Paris IV.



descente...et nous aurons à noter une série continue de dégradations de l'être en allant des créatures les plus nobles aux plus viles ». Cette « défectuosité » croissante se traduisant pour les « analystes » modernes dans un écart entre la « science » (politique) participant idéalement de la vérité et la « perception », engluée dans le réel, donc par définition plus ou moins grossière des peuples. Justement, Pierre-André Taguieff, l'un des principaux inventeurs du « populisme », nous avait mis en garde : la dénonciation du « populisme » dégénère fréquemment en « antipopulisme » susceptible d'aveugler les critiques, alors incapables d'appréhender des mouvements intellectuellement gênants – et dans leur optique même de les combattre. Or, si les « peuples » votent de façon toujours plus massive pour les partis dits « populistes », c'est en premier lieu pour récuser a posteriori l'absence de débat en Occident, dans les années 1990, quant à une mondialisation présentée comme inéluctable et dont les couches moyennes/basses – en particulier les segments coincés entre le contingent de l'assistanat et les classes aisées – sont les perdants ; et probablement aussi par une forte demande d'efficacité chez les gouvernants. Dénoncer ici une « peuplocratie » (par nature déviante) n'a aucun sens . Ces ultimes démocrates qui ne peuvent se résoudre à la « théorisation » d'une impuissance géopolitique de ceux auxquels ils ont confié leur destin constituant même un rempart d'abord contre l'abstentionnisme – crise aiguë de la représentation, mais aussi contre l'extrême droite qui constitue à l'évidence (avec l'extrême gauche de type Black Bloc) une composante du mouvement français des « gilets jaunes » . Après les partis « populistes » qui endiguent ou étouffent les radicaux en incarnant des ressentiments fondés, il n'y a plus que la demande de régime autoritaire .

Drôle d'époque où éditorialistes et intellectuels italiens s'écharpent, évidemment drapés comme tous leurs cousins européens dans une dignité sans failles. Rome redevient Rome puisque les « barbares » y sont désormais installés. Ne nous y trompons pas. Les « barbares », en l'occurrence, n'ont rien à voir avec de nouvelles invasions barbares (ce qui ne manquerait pas de sel); il s'agit des forces populistes (au sens plus que large) au pouvoir (le cas échéant partagé) ou en passe de l'être dans les pays d'Europe de l'Ouest. Trois positions émergent alors : 1) le départ avec armes et bagages en « Papouasie » (-Nouvelle-Guinée ?) où l'île de Manus (îles de l'Amirauté) a paradoxalement longtemps servi d'espace (officiellement fermé à partir d'octobre 2017) de détention de migrants clandestins par la voie maritime dans des conditions inhumaines ; 2) la « romanisation » des « barbares » par leur normalisation à l'intérieur du système politique civilisé ; 3) la reconstruction, jugée bien improbable par ceux-là même qui la préconisent, d'une « troisième voie » destinée à chasser les premiers .

Et puis il y a ceux qui appellent à la résistance (armée ?) comme l'antiquisant Luciano Canfora dans un fort excitant pamphlet où l'histoire se transforme, avec d'instructifs passages sur Lénine et Mao, en philosophie délirante de l'histoire, une «



spirale du fascisme » ayant balayé l'Europe : en matière d'immigration aucune différence entre l'ex-gouvernement Minniti-Gentiloni et celui du « gorille » Salvini ; la politique du sémillant néolibéral Emmanuel Macron (Vintimille) vaut celle de Marine Le Pen ; sans parler du « paranazi » Sebastian Kurz en Autriche, de l'hortyste Viktor Orbán en Hongrie, des « clérico-fascistes » en Pologne ; le Rassemblement national français et la Ligue italienne équivalant à Aube dorée (de fait classé néonazi) en Grèce. Mieux : jusqu'aux intellectuels affligés de désespoir historique face à la « barbarie » se voient en définitive « salvinisés ». Au passage : l'atrabilaire historien de la Bibliothèque d'Alexandrie constate de façon involontairement brillante (cf. infra) mais avec signes inversés dans le cas français une convergence anti-élite européenne entre Mélenchon et Pcf, d'une part, et le Rassemblement national de l'autre. En somme : les « pulsions fascistes » sont partout .

3. «Panpopulisme » La solution à l'italienne. Le vrai problème des démocraties d'Europe de l'Ouest est celui de leur « gouvernabilité », de la possibilité même de gouverner les États. Ont émergé trois cas d'école :

- L'intégration/association des « populistes » au pouvoir comme en Autriche (Freiheitliche Partei Österreichs, FPÖ), en Norvège (Fremskrittspartiet, FrP, Parti du progrès libéral-conservateur), au Danemark (appui sans participation du Dansk Folkeparti (deuxième force du pays) et tout dernièrement en Andalousie avec la formation d'une coalition associant le Partido Popular, Ciudadanos et le nouveau parti droitier Vox (soutien extérieur), avec inflexion très nette sur la politique migratoire .

- Le blocage institutionnel, c'est-à-dire l'impasse. Vu qu'aucune formation politique ne voulait s'associer aux nationalistes anti-immigration de Démocrates de Suède (Sverigedemokraterna), 17,6% des votes, lesquels pouvaient à coup sûr progresser en cas de nouvelles élections, la Suède aura mis plus de quatre mois, après les élections législatives de septembre 2018, pour se doter d'un exécutif rassemblant le Parti social-démocrate et les Verts avec le soutien du Parti du Centre (Centerpartiet) et des libéraux (Liberalerna) contre un accord politique sur des mesures clefs (et l'abstention des ex-communistes du Parti de gauche, Vänsterpartiet) . En Belgique, après 541 jours sans gouvernement consécutivement à la crise institutionnelle de 2010-2011, la décision de signer le pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières de l'ONU (de Marrakech) fait tomber le Premier ministre Charles Michel (Mouvement réformateur) en raison de la volte-face des nationalistes flamands de la Nieuw-Vlaamse Alliantie (N-VA), eux-mêmes menacés sur leur droite par le Vlaams Belang et qui entendent faire de l'immigration un thème essentiel de campagne aux élections législatives fédérales de mai 2019 (ce indépendamment de la contagion « gilets jaunes » pendant plusieurs semaines).

- Un climat protoinsurrectionnel. Le cas le plus extrême étant sans doute celui de la France : depuis le 17 novembre 2018 le séisme historique des « gilets jaunes » y a

ébranlé l'ensemble du territoire. Surtout dès lors que la gauche social-démocrate, en France comme partout en Europe, s'est désintéressée des causes populaires et focalisée sur les revendications minoritaires (ethnies, genre). Le mouvement s'est certes essoufflé fin décembre : annonces du président, mobilisation de plus en plus lourde à supporter et attentat terroriste de Strasbourg. Mais cela ne signifie pas pour autant qu'il ait perdu de sa force. Trois aspects vont au contraire dans le sens d'une pérennisation. D'abord il est le fruit d'une réticularisation par le biais des nouvelles technologies ; ensuite il « coagule » à l'évidence des champs de revendication différents ; enfin il draine des revendications politiques et sociétales « modernes » allant bien au-delà d'une révolte fiscale ou de la lutte contre la vie chère comme le référendum d'initiative citoyenne lequel laisse loin derrière la révision constitutionnelle de Nicolas Sarkozy en 2008 (article 11, référendum partagé, introduction par 1/5e des parlementaires et soutien par 1/10e des électeurs) et dont la formulation nouvelle traduit une volonté de primer sur celle du Parlement. Du fait de sa nature « gazeuse » le mouvement peine à se doter d'une représentation avec la présence de deux ailes maximaliste (apparemment majoritaire) et minimaliste (les gilets jaunes libres), ainsi qu'une dispersion idéologique. D'où la difficulté à former une seule liste aux élections européennes bien qu'un résultat de 7/8% soit envisagé. C'est au Rassemblement National (RN) de Marine Le Pen, qui a néanmoins fait preuve d'une grande habileté en se gardant bien de chevaucher le mouvement tout en lui manifestant un soutien indéfectible, et dans une moindre mesure chez la France Insoumise (FI) de Jean-Luc Mélenchon que cette liste protestataire puiserait. Au contraire, cette éventualité profiterait mécaniquement au camp macroniste. En tout état de cause Emmanuel Macron fait l'objet d'une haine portée par une société fracturée. Il a d'ailleurs été élu par le segment technocratique de celle-ci. Le système de gouvernance hyper verticale choisi par lui abstraction faite des « corps intermédiaires » l'a qui plus est placé en position frontale face aux revendications ; d'où la nécessité d'organiser un débat national à partir de janvier sur l'ensemble du territoire. La chute à quelque 20% d'approbation a été d'autant plus brutale que le « macronisme » se présentait il y a 18 mois comme porteur d'un « nouveau monde », d'une modernisation auxquels une partie importante de la population avait voulu croire et d'une reconstruction nationale de la France dans le monde. Cette crise constituera à l'évidence un marqueur dans l'histoire contemporaine de la nation française.

Tout cela peut permettre à Palazzo Chigi de se présenter – indépendamment de ses résultats dans le domaine économique ! – comme la digue la plus efficace contre le pouvoir de la rue et l'effondrement des démocraties : grâce à nous pas de « gilets jaunes » et de revendications violentes dans les rues italiennes ; mieux côté M5S : « les gilets jaunes » c'est nous. L'explication de texte de Matteo Salvini répondant à l'ex-correspondant du Figaro à Rome et profond connaisseur de l'Italie Richard

Heuzé ne manque ni de puissance ni de cohérence . Ironie mordante quant au président français : « Il me semble que sa popularité est au minimum historique. Plutôt que de s'en prendre à Salvini, Macron ferait mieux de s'en prendre à lui-même ». Avec un consensus de 60% pour la coalition M5S-Lega au pouvoir à Rome et la Ligue à quelque 33/36% dans les sondages, le vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur peut se targuer d'une sortie de l'impasse sur choix entre l'ingouvernabilité ou la transformation. Ruse hégélienne de l'histoire, le pays qui a compté 130 gouvernements en 157 années depuis l'Unité et où l'adhésion à l'État reste traditionnellement faible se veut à l'avant-garde d'une renaissance de la démocratie. Suivons le ministre, l'essentiel, c'est le changement : « Ce que les gens veulent avant tout, c'est recevoir et comprendre les messages » et « c'est le succès de la communication directe » ; « nous avons été élus pour changer l'état des choses ». Mais singulièrement : quant à la coalition « panpopuliste » entre le M5S et la Ligue, il s'agit « de partis différents chacun avec sa propre histoire » et sans programme ou passé administratif commun, « ce qui rend notre accord encore plus méritoire et stimulant ». L'Italie est la première démocratie occidentale à avoir reconstruit sa sphère politique autour de deux forces qui se sont développées à l'extérieur, Newcomers et Outsiders : d'une part un mouvement organisé comme un réseau ouvert (bien que sous rigide commandement du centre) ; de l'autre le parti d'un leader . Tournant initial en Europe ? Un cahier agrégeant des propositions comme le revenu de citoyenneté, la flat tax, l'abolition de la loi Fornero et l'endiguement de l'immigration qui répondaient manifestement à une demande globale, d'où son succès. Le « panpopulisme » en tant que repérage et collecte des doléances ? Comme si, en France, Benoît Hamon et Marine Le Pen, Génération.s et le RN avaient délimité un périmètre d'action commun. Et c'est l'Europe, sauf à sombrer dans un maelstrom (trou noir océanique, du néerlandais malen, soit à la fois tourbillonner et moudre !) géopolitique, qui devra évoluer : PIB, déficit, dette publique, spread, certes, mais dans les mots de Salvini : « j'espère que la Commission se rendra compte qu'elle ne peut pas persévérer dans sa politique budgétaire actuelle » ; « non aux euro-folies ». On note au passage qu'il n'est pas question ici d'Italexit . Pour ce qui est de l'Europe, il convient cependant qu'elle renoue avec ses racines ; toujours Salvini : « réaffirmer les valeurs de l'homme, de la femme, de notre histoire européenne, je répète judéo-chrétienne » (refus de tout élargissement au « cheval de Troie » turc). On constate qu'en France Marine Le Pen envoie maintenant des signaux à LFI (à son électorat) en matière de proximité sur le plan social après que Mélenchon ait infléchi – provoquant par là une dispute dans l'appareil du parti – son discours sur l'immigration. Rien d'étonnant à ce que l'on parle de plus en plus à Paris (et ailleurs) de « modèle italien ».

4. Enfin : ses orientations autorisent la Ligue à vouloir se positionner géopolitiquement au centre de l'Europe, Rome capitale de la Nouvelle Europe ? L'aporie de l'actuelle Union européenne, c'est sa nature géopolitiquement oxymorique. Elle est soi-même et son contraire. Elle n'est pas un État, ce qui était sa finalité implicite depuis 1957 et comme l'eût souhaité l'ancien ministre allemand des Affaires étrangères, Joschka Fischer, avec un véritable gouvernement de la zone euro dépassant la « superstructure » (Commission et Parlement) dépourvue de légitimité démocratique, de même qu'une indispensable Chambre de l'euro (Eurokammer) dotée d'un authentique droit de contrôle et de décision. En fait : les appareils dirigeants de l'Union soviétique et de ses satellites reculèrent indéfiniment la question de fond de la transition du socialisme au communisme, car leurs régimes s'en seraient retrouvés mis en cause ; de la même manière les dirigeants européens ont longtemps différé celle d'éventuels États-Unis d'Europe soit parce qu'ils redoutaient de se heurter à des opinions publiques majoritairement hostiles, soit dès lors qu'eux-mêmes ne tenaient pas à renoncer au pouvoir. Trois dates faisant alors césure : 2004 et l'intégration des pays de l'Est et du Centre européens comme de Chypre et de Malte ; 2005 et l'annulation déguisée des référendums français, néerlandais (puis un détournement en 2008-2009 dans le cas irlandais) ; à partir de 2009-2010 la crise grecque et l'impossibilité d'un traitement national-européen. Mais en même temps l'Union se voit adresser des interrogations qui vont d'ordinaire aux États. Sur le bien-fondé des élargissements, quant aux déséquilibres économiques entre les pays, en ce qui concerne ce problème géopolitique majeur du XXI^e siècle qu'est la migration.

Dans le premier cas, l'opération reposait à la fois sur la reconnaissance ouest-européenne d'une dette à l'égard des pays du Centre et de l'Est assujettis pendant des décennies à l'empire soviétique mais partait en même temps d'une conception hiérarchisante de l'intégration socioéconomique de ces derniers par le haut. Cependant, les fameux critères de Copenhague (1993) supposés contraindre les nouveaux entrants à respecter les valeurs de l'Union, progéniture incestueuse de la science politique et des bureaucraties européennes, auraient pu être rédigés en (nord-)coréen, car l'histoire de cette région du monde, elle, demeure gravée dans les mémoires collectives. Comme en témoigne le double concept de nation chez les Hongrois : d'une part celui qui correspond aux presque 10 millions d'habitants de citoyens vivant à l'intérieur des frontières nationales à proprement parler ; de l'autre celui qui englobe aussi les deux millions et demi de Magyars des pays voisins sur des territoires (les deux tiers du pays) dont le traité de Trianon avait amputé la Hongrie en 1920 (établissement encore un peu à la baisse en 1947). Ce dont a attesté la nouvelle Loi fondamentale de 2011-2012 portée par la majorité des deux tiers du gouvernement de Viktor Orbán et l'ensemble de la population : « Guidée par la cohésion d'une nation hongroise unie, la Hongrie porte la responsabilité de la

situation des Hongrois vivant hors des frontières du pays. Elle aide au maintien et au développement de leur communauté. Elle soutient les efforts déployés pour maintenir leur magyarité, pour faire appliquer leurs droits individuels et collectifs, pour créer des organes collectifs d'autogestion et pour qu'ils s'épanouissent sur leur terre natale. Elle promeut leur coopération entre eux et la Hongrie » (Article D des Fondements) . Ceci à l'encontre d'un des principes fondateurs du retournement des valeurs, Umwertung aller Werte, qui sous-tend la construction européenne : la fin des irrédentismes au sens où des morceaux de population des uns chez les autres seraient en attente de « rédemption » par la mère patrie. Ce sont de toute évidence comme au vu et au su de la Commission de Venise et du Parlement européen deux acceptions de l'Europe qui s'entrechoquent là. Au fond, c'est en 2004 qu'un débat sur l'Europe devait être mené, pas en 2018-2019. On a préféré souscrire à un mélange d'arithmétique (la montée en puissance par l'addition des hommes, des kilomètres, des marchandises) et de téléologie (la nécessité historique) avant de fonder une politique. Après de longs atermoiements dus à l'appartenance de la Hongrie au Parti populaire européen (PPE) et à la subtilité tactique (inconnue des Polonais) du Premier ministre hongrois, le Parlement européen vote le 12 septembre 2018 en faveur de l'activation de l'article 7 du traité sur l'Union européenne et use donc de son droit d'initiative pour demander au Conseil (les États membres) de se prononcer sur la situation de l'État de droit dans un pays de l'Union (448 voix pour, 197 voix contre et 48 abstentions). Il invite ce dernier à « constater s'il existe un risque clair de violation grave, par la Hongrie, des valeurs visées à l'article 2 du traité UE et à adresser à la Hongrie des recommandations appropriées à cet égard ». Une procédure qui n'ira pas à son terme, puisque la Pologne (elle aussi sous le coup de l'article 7 du fait de la Commission), l'Autriche et l'Italie (sans parler de la Bavière) qui partagent la fermeté d'Orbán sur les questions migratoires s'y opposeraient. Mais ce qui vaut pour la Hongrie, concerne aussi bien l'Autriche et la volonté très grossdeutsch du chancelier de Vienne d'offrir aux germanophones et aux ladinophones de l'Alto Adige (Südtirol) le passeport autrichien et la double nationalité

En somme, le débat qui aurait dû avoir lieu en 2004 n'a toujours pas été mené. Mais même si la conception « ethnique » de la nationalité propre à la fois à Budapest et au chancelier Sebastian Kurz tout comme de son partenaire FPÖ ne sert pas en l'occurrence les intérêts de l'Italie en Alto Adige (Südtirol) où la Ligue (11,1%) est maintenant partenaire de junte provinciale de la Südtiroler Volkspartei (41,9%, SVP, autonomistes modérés), Salvini a avec le Premier ministre hongrois beaucoup en partage : « Une vision commune en l'avenir. Une Europe qui protège ses frontières extérieures, défend l'emploi, la croissance, protège ses industries. Viktor Orbán incarne l'Europe que nous espérons construire l'an prochain, avec les élections au Parlement de Strasbourg ». Et puis : « Rappelons tout de même – il n'est pas inutile

de le faire – qu’avec Bruxelles, nous n’avons pas le même point de vue sur l’immigration, à l’origine des sanctions que certains voudraient infliger à la Hongrie ». La question ne faisant d’ailleurs pas partie du contrat de gouvernement avec le M5S. Le patron de la Ligue espère apparemment que l’Italie puisse servir de modèle à d’autres : « Mais voyez-vous, moi aussi, quand j’ai été élu secrétaire en 2013, la Ligue ne faisait que 3% » ; « Nous comptons bien devenir à Strasbourg un grand groupe. Disposé avoir un rôle de gouvernement, bien sûr en s’alliant, mais certainement pas avec les socialistes ». Comme jadis l’Autriche du chancelier Kreisky (1970-1983) l’Italie s’emploierait dans cette optique à jouer entre l’Est et l’Ouest un rôle géopolitique nouveau.

Les souverainistes espèrent remporter un grand nombre de sièges et ils ont l’ambition de placer un commissaire européen en position clef sur les finances de l’Union, lequel laissera à l’Italie la bride sur le cou d’ici la fin de l’année. Les politistes s’interrogeront néanmoins avec profit sur l’éventualité de cohabiter à Rome tout en voulant d’une part chez les M5S un pôle modéré, antisouverainiste, anti-droites ou extrêmes droites et de l’autre un grand groupe souverainiste à Strasbourg . Luigi Di Maio qui se complaisait il y a plus d’un an dans un suivisme vis-à-vis d’Emmanuel Macron n’a-t-il pas proclamé son soutien aux « gilets jaunes » français et ne leur a-t-il pas proposé en vue des élections européennes de mettre à leur disposition le know-how du mouvement en matière de démocratie directe, Salvini assortissant pour sa part tout de même le soutien à un refus de la violence ?

5. Rome sauvée (bien involontairement) par la France. Le président Emmanuel Macron, après s’être élevé avec hauteur au mois de juin 2018 contre la « lèpre populiste », avait clairement posé en août les termes géopolitiques d’un affrontement franco-italien (remontant à l’été 2017) sur l’Europe : progressistes pro-mondialisation et proeuropéens vs. nationalistes et la « politique de la haine » des antimondialisation et des eurosceptiques ; adversaire intérieur élu parce que considéré comme plus facile à battre Marine Le Pen, mais ennemi désigné en tant que chef de file ouest-européen du « populisme » Matteo Salvini . La « lune de miel » entre Macron et l’Europe se nourrissait à la fois de l’affaiblissement d’Angela Merkel après la crise des migrants et la montée en puissance d’Alternative für Deutschland (91 députés au Bundestag) d’une part, de l’émergence à Rome d’une dyarchie perçue comme a priori instable. La France se serait installée dans un vacuum politique en tant que tête de proue d’une réorientation européiste à l’intérieur de l’Union (reprenant à son compte plus modeste la vision de Joschka Fischer) ; il s’agissait de se donner les moyens de revenir au projet d’État européen en galvanisant les citoyens de l’Union afin précisément de contrecarrer le projet « populiste ».

Entre-temps allait se produire le mouvement des « gilets jaunes ». Risquons une thèse hardie : à Bruxelles le mouvement français a sauvé la mise du gouvernement italien. À la mi-septembre 2018 le commissaire européen français en charge des Affaires

économiques, Pierre Moscovici, définit l'Italie en tant que « problème pour la zone euro » (phrase à vrai dire retoquée par le staff), parle de « péril populiste » et dénonce les « petits Mussolini » ; au mois de mai le commissaire allemand au budget Günther Oettinger (lequel s'excusera) expliquait déjà que les marchés se chargeraient d'éduquer l'Italie et que la dette italienne à 131% constituait un seuil intolérable pour les partenaires européens. 23 octobre 2018 : la Commission rejette – première dans l'histoire de l'Union européenne – le budget prévisionnel d'un État membre, Moscovici renchérissant : « Nous ne sommes pas face à un cas borderline, nous sommes face à une déviation qui est claire, nette et pour certains assumée ». Le 21 novembre, la Commission ouvre la voie d'une procédure disciplinaire pour déficit excessif . Or, le 19 décembre l'Italie s'en sort sans procédure avec des corrections de technique financière (prévision de croissance à 1,0% au lieu de 1,5% et déficit nominal à 2,04%) ; prise en compte de « circonstances spéciales » (infrastructures à moderniser par exemple après l'écroulement du pont à Gênes). Avec des divergences significatives d'appréciation à Bruxelles. Le Letton Valdis Dombrowski, vice-président de la Commission en charge de l'euro, ne trouve pas la solution idéale et prévient que lui et plusieurs de ses collègues maintiendront la politique économique et financière de Rome sous étroite surveillance. Au contraire, Moscovici ne tarit pas d'éloges ; lui parle désormais d'une victoire du dialogue politique sur la confrontation (pour mettre néanmoins quelques jours après en garde l'équipe gouvernementale jaune-verte). En somme : la France, en plein climat protoinsurrectionnel, s'est logiquement engagée dans le sauvetage d'une Italie qu'elle critiquait jusque récemment avec virulence ; les Européens, y compris les pays les plus réticents, n'ont pas voulu prendre le risque d'une double crise à l'Ouest du continent. Salvini prévenant au demeurant qu'avec le budget 2019 c'était la dernière fois que l'Italie se soumettrait aux « diktats » de Bruxelles ; ceci dans l'optique des élections européennes du mois de mai. Et d'autant que, gros avantage rhétorique au vice-ministre italien qui peut à bon droit convoquer des différences de traitement (deux poids deux mesures) entre l'Italie et la France les experts s'accordent sur une impossibilité pour Paris de remplir les engagements vis-à-vis de l'Europe après les promesses récentes d'Emmanuel Macron aux « gilets jaunes » : 3,4% de déficit public ?

Pourtant : l'Italie reste évidemment la patrie du machiavélisme. Salvini est monté en puissance, passant de 17,4% aux élections de mars 2018 à 34,7%, 36,2% et encore 32,9% en octobre-décembre alors que le M5S a reculé de 32,7% à 27% ; avec une confiance en forte baisse pour Luigi Di Maio à 43% contre 56% à Salvini ; 20% des électeurs du M5S se déclarant incertains ou se réfugiant dans l'abstentionnisme alors que 12% d'entre eux opteraient pour la Ligue ! ; ne pourrait-elle, après des résultats extrêmement favorables aux européennes, songer à faire cavalier seul ? Les leaders du M5S (dissidents naturellement en tête) voulant pour leur part éviter un

amenuisement encore plus prononcé . Cela sanctionnerait alors la fin du « panpopulisme » et de l’imagination italienne au pouvoir.

NB Sur le plan méthodologique, rien de plus erroné que de « subsumer » en termes « scientifiques » 46 leaders dont Trump, Orbán, Hugo Chávez et Nicolas Maduro, Salvini et Di Maio sur 33 pays depuis les années 1990 sous l’étiquette méthodologique de « populisme », comme l’ont fait encore récemment Jordan Kyle et Yascha Mounk de l’Institute for Global Change (fondé par Tony Blair), tout débat géopolitique s’en trouvant interdit.

VOLUME 1, II SEMESTRE 2019

NON SOLO POLVERE DA SPARO

di

Gianfranco Lizza¹

1. Il paradosso delle risorse primarie. Non c'è dubbio. Gran parte dei conflitti che affliggono il nostro pianeta sono causa-effetto della ricchezza di risorse naturali. Sembra un paradosso ma questa disponibilità, soprattutto, nei paesi poveri si traduce in complesse forme di instabilità politica, lotte intestine, conflitti regionali e sub-regionali, privatizzazione della violenza attraverso gruppi armati sostenuti da forze governative o transnazionali che, direttamente od indirettamente, hanno interesse affinché questi conflitti permangano o si concludano nel modo da loro atteso.

Che siano fonti energetiche o risorse minerarie l'analisi della geografia dei conflitti conduce sempre alle stesse conclusioni : quanto più i paesi sono poveri e dipendenti dall'esportazione di risorse primarie tanto più sono esposti a conflittualità dipendenti vuoi da poteri locali ed interessi esterni, vedi le imprese multinazionali, vuoi da lotte tra gruppi etnici o sub-regionali, soprattutto, per effetto di evidenti disparità nella distribuzione del reddito pro-capite. Anche una gestione poco trasparente delle attività di produzione, manifattura e commercio delle risorse, oppure shock esterni per effetto delle variazioni dei prezzi delle materie prime rappresentano cause di conflitti locali o regionali. Ma questi sono solo alcuni dei motivi dominanti perché molti altri, anche di origine derivata, traggono spunto da queste ricchezze che, alla fine, si traducono in una sorta di maledizione(1).

Ma se quella che viene comunemente chiamata, malattia olandese, cioè lo sviluppo di facili guadagni realizzati attraverso l'esportazione di risorse primarie è geograficamente molto evidente nei paesi dove queste risorse sono ubicate, molto più complessa è l'analisi geopolitica di frizioni, fratture e guerre non dichiarate tra paesi produttori e consumatori di risorse o solo paesi di transito delle stesse. Penso , per esempio, alle risorse energetiche recentemente scoperte nel bacino marino Leviatano dove Israele è passato da importatore ad esportatore di gas cambiando i rapporti di forza energetici tra Europa , Medio Oriente e Russia. Anche i rapporti con il mondo arabo, per effetto di queste recenti scoperte sono cambiati ad eccezione di quello palestinese in Cisgiordania ed a Gaza, dove la pace economica invocata, soprattutto,

¹ Università La Sapienza, Roma.

dagli Stati Uniti, in nome di una presunta reciproca favorevole dipendenza, si scontra con le richieste palestinesi di sovranità ed autodeterminazione che, nello specifico chiedono lo sviluppo del Gaza Marine.

Certo, lo sviluppo economico allontana i conflitti mentre la povertà, l'odio, la recessione economica prolungata, la dipendenza dalle esportazioni di risorse primarie li avvicina. Tuttavia, il caso palestinese è un caso a parte, specifico, dove non è la dipendenza energetica ma lo sviluppo di negoziati che potrebbe favorire l'autonomia, cioè la base di avvio di una pace economica che possa aprire anche ad una futura pace politica. Sta di fatto che i motivi di natura economica contano sempre molto di più di quelli etno-culturali per spiegare i conflitti sia civili che tra Stati. Inoltre, credo che rispetto al passato per effetto dello sviluppo tecnologico, delle informazioni, delle comunicazioni, delle relazioni tra Stati e,

soprattutto, della globalizzazione economica, i paesi più deboli abbiano perso veramente gran parte della loro sovranità, ammesso che ce l'abbiano mai avuta e questo non favorisce lo sviluppo della stabilità politica.

L'acqua, tra le risorse, è il bene primario per eccellenza e registra innumerevoli conflitti nella storia. Golda Meir, che fu Primo Ministro di Israele, interpretò molto efficacemente il ruolo vitale di questa preziosissima risorsa con una frase di poche parole: " Chi tocca l'acqua tocca il fuoco ! ". In un periodo di grandi cambiamenti climatici le risorse idriche stanno tornando ad infiammare le relazioni internazionali che, per effetto del consolidamento dei confini, dello sviluppo dei trattati internazionali, accordi e convenzioni avevano relativamente perso di attualità. Ricorrenti i casi di sfioramento di diritti, o cicliche rappresentazioni di rivalità, per esempio, tra tutte, il bacino del Nilo che unisce in un *puzzle* geopolitico Egitto, Sudan, Etiopia, Uganda e Repubblica Democratica del Congo.

Il Trattato sulle acque dell'Indo, invece, nonostante la costante rivalità tra India e Pakistan, sembra tuttora reggere allo scontro dimostrando che quando i rivali sono giganti politici ed economici e non ci sono più margini di trattativa, perché gli interessi contrastanti sono al limite della tensione, le probabilità del ricorso alle armi si riducono drasticamente. Altrove, invece, considerato il flagello dell'inquinamento dei fiumi ad opera dei paesi a monte dei corsi d'acqua, oppure l'incremento di costruzioni di dighe, cateratte, canali o sbarramenti per lo sviluppo agricolo, i rapporti tra Stati limitrofi, poveri o in via di sviluppo, potranno tornare ad acuirsi favorendo la conflittualità. Oltre al Nilo penso, per esempio, al Mekong che attraversa il Laos, il Vietnam, la Cambogia ed in misura minore la Thailandia. La costruzione di dighe da parte di Cina e Laos, entrambi paesi *up stream*, significherebbe fame e sollevazioni popolari per i paesi a valle con conseguenze catastrofiche.

Più interessante, invece, dal punto di vista geopolitico il bacino del Tigri-Eufrate. Le guerre e le distruzioni in Iraq ed in Siria hanno di fatto lasciato alla Turchia ampi



marginii di manovra per rafforzare il suo predominio idrico sul sistema dei due fiumi mediante la costruzione di dighe e bacini idrici artificiali sul versante sud orientale del paese, prevalentemente abitato dai curdi. Il che non facilita di certo i negoziati. La resa dei conti avverrà con il consolidamento dei rapporti tra la Russia e la Siria, ed Ankara potrebbe essere costretta a rivedere i suoi piani di consolidamento idrico.

A proposito di *commodities*, invece, mi sembra molto appropriata la definizione di Collier (2) che definisce il concetto di “trappola del conflitto”. Gli “imprenditori della violenza” sostiene Collier hanno tutto l’interesse affinché le ferite, i lutti, l’odio e le atrocità continuino a soffiare come un vento distruttivo sui cuori e sulle menti delle popolazioni in lotta anche dopo una prima pacificazione. Infatti, il denaro, il potere, ed anche la mediazione internazionale conferiscono ai gruppi armati, perlopiù rozzi ed ignoranti individui, al soldo di grandi poteri od infarciti di false ideologie, una sorta di legittimazione che tende a perpetuare la violenza, la vendetta, od il rischio di nuovi conflitti, anche dopo che si sia raggiunto un faticoso compromesso pacificatore.

Nell’America Latina, per esempio, l’esportazione di petrolio, rame, ferro, soia ed altre *commodities* copre il 74% dell’economia latino americana; in Venezuela, Ecuador e Cile tale percentuale sale al 90%. E’ evidente che le oscillazioni dei prezzi del mercato mondiale di queste risorse, nella fattispecie unite alla contrazione della domanda cinese, stanno creando ed hanno già creato le premesse in questi paesi di una situazione di forte instabilità politica interna, oltretutto, fortemente caratterizzata da corruzione, traffico di sostanze stupefacenti e malcontento locale o sub-regionale. In Africa la geografia dei conflitti è lo specchio della presenza di ricchi giacimenti di risorse primarie. La ricchezza di petrolio, gas, legname, coltan, tantalio, diamanti e soprattutto acqua è la madre, in questo continente, di tutti i conflitti contemporanei in contesti sociali molto complessi e difficili da capire per la forte interconnessione tra tensioni nazionali e locali.

Nella Repubblica Centrafricana e nella Sierra Leone, per esempio, l’estrazione dei diamanti finanzia sia il governo sia le forze di opposizione. Allo stesso modo i proventi dello sfruttamento del legno in Liberia. Nella Repubblica Democratica del Congo i conflitti per il controllo delle miniere di oro, stagno, rame, tungsteno e tantalio vede la presenza di milizie armate, addirittura su delega dello Stato, a causa della sua intrinseca debolezza, proprio per la difesa dei giacimenti. Il petrolio è la fonte di ogni male tra il Sudan, ed il Sud Sudan e così nella Nigeria già contro il Biafra nel Golfo di Guinea.

Ma questa è solo un’immagine generica e sfumata dei conflitti in essere o potenziali per il possesso delle risorse naturali essendo il continente nero parcellizzato in una miriade di gruppi etnici, tribali e clanici tutti protesi alla conquista di porzioni di ricchezza territoriale supportati dalle mire delle imprese multinazionali, dall’inesistenza dello Stato e dalla corruzione dilagante. Milizie armate e terroristi

autolegittimati da criminale fervore islamico fanno da sfondo a questo deprimente panorama politico economico. Di certo, i conflitti in Africa sono aumentati in questi ultimi anni perché la lotta per l'accaparramento delle risorse da parte di gruppi locali o regionali si è ulteriormente aggravata in assenza di vere negoziazioni e volontà di pacificazione sia nazionale che internazionale. Per esempio, l'Etiopia è uno Stato coinvolto in molti conflitti regionali per il controllo delle risorse, ed è sede di organismi internazionali. Ebbene riceve finanziamenti ed aiuti politici ed economici sia dagli Stati Uniti che dalla Cina; quest'ultima negli ultimi anni ha realizzato molti investimenti in questo paese.

A settembre 2018 si è svolto a Pechino il *Forum of China Africa Cooperation*, alla sua terza grande conferenza internazionale dopo la sua fondazione nell'anno 2000. Il Forum ha messo in evidenza i massicci investimenti cinesi nel continente: 110 miliardi di dollari negli ultimi 10 anni, a cui se ne aggiungeranno altri 60 fino al 2021 per finanziare importazioni e sostenere investimenti da parte di imprese cinesi in Africa. Gli scambi commerciali tra Africa e Cina hanno raggiunto 116 miliardi di dollari e le due bilance commerciali sono quasi in parità. Ora a parte la constatazione del miserevole fallimento delle politiche neocoloniali dell'Europa e, viceversa, del contributo cinese alla crescita economica del continente africano, attraverso infrastrutture, quali ponti, strade, ferrovie e sviluppo delle imprese manifatturiere, è evidente che se il fardello del debito africano è aumentato non è per colpa della Cina, ma a causa della caduta dei prezzi delle materie prime che ha ridotto le entrate degli Stati africani. Viene allora da chiedersi, dove sono l'Europa e gli Stati Uniti quando si parla di investimenti in Africa? Se la Cina attraverso la *Belt and Road Initiative*, ovvero la cosiddetta-nuova via della seta- sta avvolgendo con il suo programma infrastrutturale l'Asia e l'Africa, che la renderà protagonista nei prossimi decenni a fronte degli interessi dei paesi occidentali, perché trincerarsi dietro lo schermo della presunta trappola del debito, ed al confronto fare molto meno, e parlare solo di immigrazione illegale?

In Medio Oriente e nel continente asiatico la situazione è prevalentemente caratterizzata da conflitti per l'estrazione e l'esportazione di petrolio e gas naturale, dalle drammatiche vicende in Iraq ed in Siria dove la rivalità tra sunniti e sciiti fa da sfondo a quella tra le grandi potenze che, passando per l'Iran, si spinge fino all'Afghanistan. In questo paese, definito giustamente il cimitero degli imperi, dopo decenni di guerra la sola economia veramente attiva è quella legata al commercio delle sostanze stupefacenti e mentre gli Stati Uniti sembrano ormai rassegnati all'idea di una spartizione di poteri, se non di territorio, tra filo-occidentali ed integralisti, lo scenario è declinato nel paradossale (3). L'Iran sciita nemico dichiarato degli estremisti sunniti li sostiene economicamente per dare fastidio agli americani, come questi fanno in Yemen, Libano e Siria con gli alleati iraniani. Senza contare la Cina che finanzia i talebani per dare fastidio agli americani a seguito della guerra dei dazi



scatenata da Donald Trump, nonostante i suoi gravi problemi interni con l'estremismo islamico. Anche la Russia, per ostacolare gli Stati Uniti, finanzia i talebani. Morale, a chi giova tra i mullah afgani fare la pace rinunciando a questo fiume di denaro?

Il Worldwatch Institute nel suo *State of the world Report* calcola che i conflitti per le risorse primarie coprono almeno il 25% di tutti gli scontri armati. Un caso di scuola è certamente quello che riguardò lo sfruttamento delle risorse di rame di Panguna sull'isola di Bougainville in Papua Nuova Guinea. L'attività di estrazione della multinazionale Rio Tinto Zinc determinò un disastro ecologico unito all'esclusione della popolazione locale dai benefici economici di tale sfruttamento. L'insurrezione armata e la dichiarazione di indipendenza da Papua nuova Guinea determinò un conflitto durato circa dieci anni dal 1988.

Insomma, un ecocidio che causò più di ventimila vittime e che racchiude in se gran parte degli ingredienti tipici dei conflitti per le risorse : una multinazionale che vuole sfruttare una risorsa primaria nonostante il rifiuto della popolazione indigena che vuole continuare a vivere nel suo paradiso tropicale con le sue tradizioni, usi e costumi. Imposizione con la forza dell'attività mineraria che avrebbe portato un futuro di benessere a tutta la popolazione di Bougainville, nonostante i bassi salari ed assenza di equa redistribuzione dei profitti. Disastro ecologico; i terreni e le acque dei fiumi Jaba e Kawerong inquinati dagli acidi generati dall'attività mineraria. La popolazione insorge, guerra civile, violenze; interruzione delle attività estrattive che rappresentavano il 45% delle esportazioni di Papua Nuova Guinea , povertà. Ma la sovranità riconquistata con l'autonomia a caro prezzo trovò un ambiente completamente mutato rispetto al passato perché bisognava bonificare la terra ed i corsi d'acqua. Intanto, buona parte della popolazione indigena aveva abbandonato le proprie case; dunque, ironia della sorte: o riaprire la miniera sostenendo tutti i costi di riattivazione e messa in sicurezza, nonostante il crollo dei prezzi delle materie prime, oppure ripulire tutto e ritornare all'agricoltura.

Ecco dunque in sintesi i meccanismi (4) che sono a base della drammatica relazione tra disponibilità di risorse primarie e conflitti:

- le risorse economiche come mezzo di finanziamento delle ribellioni ;
- come base economica di un progetto secessionista;
- *quale motivo di iniqua distribuzione del reddito;*
- come fonte di debolezza istituzionale dei governi;
- le risorse economiche procurano denaro facile che riduce il commercio interno ed aumenta il rischio di conflitto civile;
- la disponibilità di risorse economiche aumenta, per effetto di brusche variazioni dei prezzi delle materie prime, il rischio di ricorso alla violenza politica;
- le risorse economiche provocano l'intervento delle corporazioni internazionali che possono favorire conflitti interni armati;



– l'abbondanza di risorse primarie determina l'interruzione o la riduzione delle attività manifatturiere e dei servizi che sono la base del vero sviluppo.

2. Le guerre invisibili. C'è qualcosa di molto più *soft* dei conflitti tradizionali, sia politici che per le risorse primarie, rispetto a ciò che eravamo abituati ad osservare ed analizzare. Un *modus operandi* che cambia continuamente strategia ed operatività, luoghi e tempi, filosofia ed aggressività. Mi riferisco ad internet, al grande potere mediatico oggi esponenzialmente moltiplicato dai social, dalla propaganda delle nuove tecniche di comunicazione, che non sono più soltanto i giornali o la televisione o la coltura del sapere. Ciò che intendo è la conquista della mente attraverso le nuove tecnologie informatiche.

In un mondo sempre più complesso e globalizzato, interdipendente, le relazioni politiche, economico-commerciali e finanziarie pur muovendosi su piani diversi si intersecano continuamente in una rete di relazioni che spingono verso soluzioni conflittuali non più basate solo sulla potenza militare che, comunque, continua ad avere il suo ruolo, bensì su tavoli e con modalità diverse.

E' sufficiente pensare alla potenza delle quotazioni sulle principali borse merci, per esempio, New York, Londra, Chicago, Calcutta, Sydney, Singapore o su quelle delle principali borse valori a New York, Tokyo, Shanghai, Hong Kong, Londra, Shenzhen per rendersi conto come i destini dell'umanità possano cambiare in poco tempo. Oggi chi ha più informazioni vince, le guerre informatiche sorpassano quelle tradizionali tra spie, le informazioni ed i commenti sui tassi di interesse dei titoli di Stato creano panico e spostano capitali, le *fake news* disorientano come il verso del lupo vicino ad un branco di pecore. In altre parole la paura corre *on line* raggiungendo tutti in tempo reale sconquassando quella che è la principale risorsa primaria sia politica che economica, ovvero la stabilità. Noam Chomsky definisce tutti questi poteri, i Padroni dell'Umanità(5). Infatti, seppure quale risultante di numerosi e complessi fattori, la stabilità politica ed economica di un paese è la base dello sviluppo, minare questa base significa voler creare un ordine nuovo a beneficio di nuovi attori ed è da qui che è già cominciata la conquista della mente.

Penso ai luoghi del sapere, non più fisici ma informatici, on line, come Google, Facebook, Amazon, Twitter, YouTube, Telegram, solo per citarne alcuni, dove una cattiva propaganda, in nome di una sorta di missione, può fare molte più vittime di una guerra combattuta fisicamente; penso al potere della grande finanza che può asservire e togliere sovranità ed identità ad intere popolazioni, come acutamente osservava Federico Rampini nel 2013 (6) perché la rete è certamente divulgazione e condivisione ma è, soprattutto, per chi ne detiene la tecnologia, un formidabile centro di potere. Ovvero tanti centri di potere che a volte collaborano a volte si danno battaglia magari non direttamente delegando altri. Insomma è la rete nella rete a seconda dei settori, vuoi politici, vuoi economici o di altro genere tutti protesi ad

osservare ed a contrastare le mosse di un virtuale avversario di cui loro stessi fanno parte.

Le famose linee rosse di Barak Obama, più volte superate sia da Bashar Al-Assad che da Putin, non sono più sul territorio ma sul web e proprio per essere tali si spostano di continuo oscillando tra il falso, l'ipotetico, ed il reale. Basti pensare allo scontro tra Arabia Saudita e Qatar a giugno del 2017. Da sempre alleati storici, fino alle accuse pubblicamente mosse da Riyad a Doha di sostenere il terrorismo attraverso Hamas ed Hezbollah, nonché i Fratelli Musulmani, ed aver riconosciuto l'Iran come potenza islamica. Rottura dell'alleanza, embargo terrestre, navale ed aereo contro Doha, insieme ad Egitto, Emirati Arabi Uniti, Barhein. Ma al di là delle accuse mosse attraverso una emittente televisiva non c'è chi non veda un'evidente motivo di destabilizzazione orchestrato sulla base di interessi politici e politico-economici contrastanti. Tra l'altro, sulla realizzazione di un gasdotto Iran-Turchia, Qatar-Turchia o Iran-Iraq-Siria per lo sfruttamento del gas proveniente dal Golfo Persico, avente sullo sfondo sempre il contrasto Russia, Stati Uniti, Israele, ed Iran nel Mediterraneo orientale.

Le *cyber-war* ormai non si contano più. Le primavere arabe iniziate tra la fine del 2010 e l'inizio del 2011 in alcuni paesi del Medio Oriente e parte del Nord Africa si sono sviluppate *on line* ed hanno trovato nei social delle giovani generazioni uno strumento iniziale di sollevazione popolare di tutto rispetto per denunciare l'oppressione, la corruzione e le incapacità governative di rispondere alle richieste del popolo. In seguito, i poteri forti cavalcando la stessa tecnologia e con il sostegno mediatico a tutto campo di potenze straniere hanno provocato la caduta di ben quattro capi di Stato. In Tunisia, Zine El-Abidine Ben Ali, in Egitto Hosni Mubarak, in Libia, Mu'ammар Gheddafi, nello Yemen, Ali Abdullah Saleh. Di certo i media occidentali ed i loro alleati in Medio Oriente hanno fatto la differenza. Solo che quello che si supponeva come futuro processo democratico si è rivelato di fatto molto poco realistico con le conseguenze che sono sotto gli occhi di tutti.

Da allora, tutto, vero o falso passa on line spingendo i governi, i capi di Stato, i ministri, le agenzie di informazione, gli imprenditori, i privati e la stessa pubblicità a muoversi nello *Cyber-spazio* come in una sorta di cortile di casa sostenendo a gran voce verità o finte verità che tutti possono udire anche se ne capiscono poco o nulla. Lo scopo è sempre lo stesso, condizionare, ed indurre a concludere secondo gli scopi prefissi; la storia segreta, sempre vergognosa, dove si trovano le vere cause degli avvenimenti resta nascosta. Certo i governi possono bloccare l'accesso alle piattaforme indesiderate, come per esempio, la Cina attraverso il Golden Shield Project (detto Great Firewall) o l'Iran nei confronti di Instagram o la Russia contro Telegram, sempre per ragioni di sicurezza nazionale. Tuttavia, seppure a rischio di pesanti pene detentive esiste sempre il modo per tentare di aggirare i blocchi.



Tra questi tentativi vanno sicuramente annoverate le nuove modalità di fare proseliti od organizzare attentati da parte dei terroristi dell'Isis. Sebbene questo fantomatico Stato islamico abbia perso circa la totalità del territorio conquistato in passato, molti dei suoi guerrieri e, soprattutto, la sua utopia, ciò non significa che non sia più vitale. Autorevoli studiosi (7) sostengono, infatti, che il califfato sia divenuto virtuale assumendo nuovi profili, sia per procurarsi denaro attraverso rapimenti, estorsioni, petrolio illegale, vendita di oggetti e monete antiche, sia per fare nuovi proseliti. In tal senso sono estremamente pericolosi i *foreign fighters* di ritorno, quali sacche marginali e veicolo di nuovi serbatoi di affiliati. Alcuni sono esperti informatici si muovono e pescano nei *black funds*, oppure attraverso organizzazioni finto benefiche, si incontrano su internet, creano nuovi modelli di business, ricevono denaro, insomma si muovono a loro agio attraverso l'uso di sempre più sofisticate tecnologie. Il loro fine è sempre quello di destabilizzare, il nostro quello di deradicalizzare, diffondendo istruzione, benessere, sostenibilità economica e programmi sanitari, soprattutto, nelle sacche più marginali e povere delle società radicalizzate.

In tal senso, il controllo di tutte le fasi produttive, manifatturiere e commerciali delle risorse primarie in tutti i paesi esportatori riveste un'importanza fondamentale. Eppure troppo spesso ci accorgiamo che all'interno di questa triangolazione continuano a prosperare attività illecite che si muovono in zone d'ombra scarsamente indagate sostenute da interessi occulti che rappresentano l'antitesi, anche di una pace virtuale, tra la disponibilità delle risorse economiche ed i conflitti ad esse connessi.

3. A proposito di migranti illegali. Anche questo argomento che a prima vista sembra estraneo ai conflitti per lo sfruttamento delle risorse primarie e del territorio in realtà rientra, seppure indirettamente, nel tema. Ciò, soprattutto, per effetto delle spinte mediatiche all'emigrazione che trovano come valido motivo la necessità di liberare dalle terre o ridurre su di loro la presenza di gruppi etnici, tribù, o clan rivali, vuoi del potere centrale, vuoi delle imprese nazionali od internazionali che sfruttano le risorse della terra dove i potenziali migranti vivono da generazioni.

L'Africa, in proposito, è tutto un susseguirsi di spinte all'emigrazione illegale, vuoi per effetto delle pressioni mediatiche che si basano sulla disinformazione per liberare i territori da tutte le possibili cause di ostacolo alla realizzazione degli scopi che perseguono le imprese che sfruttano le risorse primarie, vuoi per effetto delle strumentalizzazioni operate da chi ha tutto l'interesse di manipolare la causa umanitaria. Ma ciò non avviene solo in Africa, la storia tra genocidi e pulizia etnica è piena di questi misfatti.

Per esempio, Gheddafi in Libia ed Omar El Bechir in Sudan si sono a lungo adoperati per spingere flussi di migranti in Europa al fine di ottenere in cambio della loro sospensione il reinserimento dei loro paesi sulla scena internazionale; per sollecitare la revoca delle sanzioni, oppure per ridurre le pressioni politico-internazionali sulle loro dittature. Di certo nell'Africa sub-sahariana, da Est ad Ovest del Sahel, i



trafficienti di esseri umani illustrano il viaggio fino all'approdo, per esempio, in Italia come qualcosa di assolutamente normale e vantaggioso, senza contare le immagini di facili guadagni e sviluppo economico prospettate a chi non ha la più pallida idea di dove stia andando (8). Sanno solo che l'Italia è a nord.

Considerato che sedici Stati dell'Africa Occidentale fanno parte della CEDEAO, cioè la Comunità Economica e Sviluppo degli Stati dell'Africa Occidentale, i cittadini dei paesi membri sono liberi di circolare liberamente fino a Gao nel Mali o ad Arlit in Niger. Quest'ultima città, passata negli ultimi cinque anni da 100 mila a 500 mila residenti, è definita dell'emigrazione e dell'uranio. Fonte di contaminazione radioattiva della terra, delle acque, dell'aria e di incurabili malattie, l'uranio richiama gli interessi, oltre che francesi, anche della Germania, del Regno Unito e della Cina. Silenzio politico in cambio di impianti, scuole, ospedali e servizi. Chi non è d'accordo se ne può andare insieme agli altri emigranti degli altri paesi CEDEAO che sono di troppo o creano ostacolo allo sviluppo delle imprese multinazionali che operano per lo sfruttamento delle risorse economiche sui territori.

Da Gao, Agadez, od Arlit i gruppi di emigranti proseguono il loro viaggio della speranza tra mille difficoltà e tormenti con l'aiuto di organizzazioni ed intermediari che lavorano anche per conto di terroristi e criminali tutti collusi con i poteri politici ed economici ed, ovviamente, con le diverse polizie locali e di frontiera. Anche le ONG hanno il loro ruolo. Dopo la guerra del Biafra l'Africa è divenuta il continente più frequentato a tutti i livelli dalle Organizzazioni non Governative. Inizialmente, esse lottavano contro la fame, la povertà, fornivano aiuto sanitario, sempre viste con sospetto dalle imprese multinazionali che sfruttano le risorse energetiche e minerarie. Ma con il tempo queste organizzazioni hanno subito una profonda trasformazione delle priorità e delle tradizioni imposte dai loro fondatori, con l'ingresso nella loro gestione di forze e poteri non africani e con la creazione, al loro interno, di centri finanziari e della comunicazione che rappresentano l'aspetto strategico fondamentale di tutto l'apparato logistico. Ovvio che il criterio umanitario coabita con la necessità di avere la massima risonanza mediatica possibile proprio per sopravvivere alla concorrenza delle altre ONG. Altrettanto ovvia la loro possibile strumentalizzazione, nonché le possibili e rischiose connessioni con intermediari criminali.

Si calcola che nel mondo ci siano più di 100 ONG ma la loro attività umanitaria è da molti osservatori messa in discussione perché concretamente lontana dall'essere tale. Tra l'altro molti direttori e funzionari di agenzie governative nazionali ed internazionali in pensione sono divenuti *leader* di ONG, come è emerso da uno studio svolto in Gran Bretagna su 77 organizzazioni nel 2010 (9). Senza contare personalità del calibro di Maddalaine Albright, Henry Kissinger e Colin Powell che sono stati supervisori di grandi ONG. Tra queste la Bangladesh Rural Advancement Committee che conta 120 mila dipendenti, la International Rescue Committee che svolge attività in 40 paesi e 25 città americane e la Open Society Foundations, già Open Society

Institute, quale rete di fondazioni internazionali creata da George Soros nel 1993 con filiali in 37 Stati.

Le implicazioni politico-economiche delle ONG, evidentemente, non sono palesi. Vanno distinte le azioni realmente benefiche da quelle che scaturiscono da strategie politiche, altre rivelano attitudini opportuniste per avere una rendita di posizione, altre ancora svolgono la loro attività tra luci ed ombre strumentalizzando la causa umanitaria. Di certo gli aiuti alla cooperazione internazionale nel 2015 hanno toccato i 135 miliardi di dollari ma, secondo una stima della Banca Mondiale del 2013, su dieci dollari consegnati alle istituzioni governative, per esempio in Somalia, sette non sono mai arrivati a destinazione.

Dunque, i flussi migratori rappresentano una industria che coinvolge numerosissimi attori, di cui alcuni in ombra, ed ha una evidente dimensione politica coinvolgendo sia gli Stati di partenza che quelli di arrivo, questi ultimi con un chiaro scopo destabilizzatore. Cioè è una operazione anche strategica i cui fili sono mossi da mani lontane ed invisibili.

4. Conclusioni. Lo sviluppo delle tecnologie ha cambiato il modo di fare le guerre, ed accentua l'importanza della propaganda, delle guerre informatiche, delle comunicazioni *on line* per conquistare il consenso quale obiettivo prioritario prima di qualunque mossa sul piano concreto. Del resto, seppure attraverso l'uso di strumenti più semplici, anche nel passato è sempre stata questa la strada maestra del successo. Insomma, mosse e contromosse col solo scopo di essere, come comunemente si dice, strategicamente prevedibili ma operativamente imprevedibili.

Questa tecnica è una variabile molto importante dello sviluppo della produzione e commercio internazionale delle *commodities*, coinvolge una moltitudine di attori fino alle borse merci che, a loro volta a cascata, condizionano le borse valori che rappresentano lo stato di salute dell'industria dei beni e dei servizi. Insomma funziona come la catena alimentare ma rispetto al passato è molto più complessa per effetto del coinvolgimento di una molteplicità di attori ed azioni, reali e virtuali in spazi di manovra sempre più stretti e difficilmente controllabili.

I conflitti per lo sfruttamento delle risorse primarie sono il tassello centrale di questo *puzzle* molto complesso dove si articola, si compone e si scompone in continuo divenire il senso delle relazioni, della pace e del dissenso tra gli esseri umani del XXI esimo secolo. Molto dovrà cambiare già nel prossimo decennio con lo sviluppo delle fonti rinnovabili di energia che, nel 2050 dovranno soddisfare più dei due terzi dei consumi energetici, con indubbi benefici sul clima e dunque sulla vita. Sicuramente, ciò comporterà un cambiamento radicale dei rapporti con gli attuali grandi produttori di petrolio e gas. Anche la produzione di minerali e materie prime oggi critica potrà subire cambiamenti con l'avvento di nuovi materiali. Tutto ciò indurrebbe a pensare che i tormenti di tante popolazioni in Africa, in America Latina, in Asia “colpite dalla fortuna” dell'abbondanza di risorse primarie saranno

finalmente libere dal giogo dei grandi poteri, politici ed economici, trasversali ed occulti e le stesse grandi potenze saranno meno propense a farsi la guerra nel grande groviglio politico degli amici e dei nemici.
E' ciò che mi auguro anche se ci credo poco.

Bibliografia

Chomsky N. (2014), *I padroni dell'umanità*, Saggi politici 1970 – 2013, Milano, Adriano Salani.

Collier P. e Hoeffler (2002), “Greed and Grievance in Civil Wars”, CSAE Working Paper No. 13, March, Oxford, Centre for the Study of African Economies.

Collier P. (2003), *Breaking the Conflict Trap Civil War and Development Policy*, Washington DC and New York, World Bank and Oxford University Press.

Humphreys M. (2003), “Economics and Violent Conflict”, February, Cambridge, MA, Harvard University Press.

Molenaar F. El-Kamouni- Janssen F. (2018), Korinman M. (a cura di), L'industrie de la migration, in *Outre-Terre*, Vol. 2, Bègles Cedex, L'Esprit du Temps.

Nato Foundation (2018a), *Afghanistan and Central Asia: looming priorities and regional un-balances*, Roma, A.G.R.A.

Nato Foundation (2018b), *Targeting the Caliphate*, Roma, Conference.

Ragazzi M. (2005), *La dimensione economica dei conflitti armati*, in *Guerra alla finestra*, di AA.VV., Bologna, Il Mulino.

Rampini F. (2015), *Banchieri, Storie dal nuovo banditismo mondiale*, Mondadori.



VOLUME 1, II SEMESTRE 2019

THE GREEN INFRASTRUCTURE OF THE APENNINES: TOWARDS A PILOT PROJECT

di

Antonio Ciaschi¹

1. The Apennines are sentinels of change. The dorsal of the Apennines can be considered a true green infrastructure that crosses Italy, able to link natural, rural, agricultural, forest and urban areas, green and blue areas, even if they suffer from the fact of being considered disadvantaged and marginalized territories. This makes it even more important to give value to the Apennine heritage through good practices for the promotion of information and environmental governance aiming not only to protect the environment of the Apennines, but also to the achievement of social, working and economic benefits. As stated by The Strategic Research Agenda “Mountains for Europe’s Future”: Mountains actively provide ecosystem services for all Europeans, even those living in distant lowland regions. A sixth of European citizens live in the mountains, and the quality of life of every European depends on the goods and services that mountains provide. We need to modify our understanding of mountains. They can offer unique solutions and insights into many of the most pressing challenges currently faced by Europe, for example, how to ensure smart transport, clean energy or sustainable tourism. Mountain regions must be viewed as places where new technologies can be tested and deployed, and as test-beds for innovative solutions to social issues. The inclusion of call topics on mountains in the 2018-2020 calls of Horizon 2020 would help to ensure that this new understanding of the potential of mountains is fully in line with the major objectives of the Europe 2020 strategy for smart, sustainable and inclusive growth, with the EU Strategy for the Alpine Region and with the priorities of the 7th Environment Action Programme. The article doesn’t consider the Apennines as marginal or disadvantaged territories, but as an original green infrastructure, which may represent an environmental, economic and social sustainable development model of great opportunities. Considering the Apennines as a green infrastructure means improving the connectivity between different geographical areas. Not only natural, agricultural, rural and also urban and suburban area counteract the environmental fragmentation,

¹ Università LUMSA, Roma.



but also the administrative districts promoting the exchange of ideas and experiences and creating relationships capable of generating wealth for the territories. Green infrastructures are created in order to preserve a nature that cannot survive in “park islands” scattered along the ridge, and to keep alive the communities with rarefied population in the Apennine area, often considered peripheral and marginal compared to the economically stronger areas. Connectivity is a strength that leads to an economic role, to import and export ideas and experiences in a variety of activities: from tourism to local products, from crafts to industry.

In addition to giving value to a territory that is considered to be marginal, this green infrastructure: 1) optimizes the permeability of the landscape and the multifunctional areas with land uses which are compatible with the development of healthy and diverse ecosystems from a biological point of view (areas where there is agriculture, forestry, entertainment industry and conservation of ecosystems coexist in the same space);

2) reduces the digital divide for combinations of mutual benefit (so-called “win-win”), producing multiple benefits not only for land users (farmers, forest agronomists, tour operators, citizens, etc.) but also to society as a whole, thanks to the provision of high value ecosystem services such as water purification or improvement of soil quality and the creation of “green lungs” for the population.

Considering the Apennines as a green infrastructure means creating an integrated social, economic, touristic and environmental system, in other words:

1) an integrated approach to the management of the Apennine territory that requires above all a strategic informative planning, which enables spatial interactions between different forms of land use, to accurately trigger on a wide geographical area (Northern, Central, Southern);

2) an informative approach that can promote meetings between different sectors, through the creation of a permanent network of involved partners who can together identify the priorities of the governance and the use of the local territory in a transparent, integrated and cooperative way, providing the local communities with a more active role in protection and environmental development of the Apennines. After all the Apennines can be considered a true hybrid territory which is different from the urban and the rural traditions and so characterized by a functional and aesthetic flexibility and mutability as to appear to be work in progress, requiring a smart knowledge to govern, but essentially which needs a culture of government to build new networks of relationships, capable of generating cooperation and participation, and above all able to address the inconsistency between the administrative limits and real processes, felt both by administrators and the local communities (cfr. Ciaschi, 2016).

According to the ISTAT, the decline of the operating space during the years 1961 to 2010 was really impressive. Almost 80% of the values registered in 1961, with a loss



of more than 3.800 km² of 5.400 that sum up the total size of the entire region. Important reductions are also registered in Friuli Venezia Giulia (- 54.9%), in Calabria (- 49.8%) and in Valle d'Aosta, Lazio and Campania, all these regions exceed 40% of farmland reduction in the period of fifty years. On the opposite side, the area that has maintained the highest corporate coverage is that of the two autonomous provinces of Trento and Bolzano, where the reduction of the Total Corporate Area (SAT) is respectively 19.5% (Trento) and 21.7% (Bolzano).

Regardless of the institutional dimension of the Regions, the geography of the change of the Total Corporate Surface marks strongly the entire Alps including the Alpine foothills (with the exceptions of Trento and South Tyrolean areas) and the north-western Apennines where dramatic dynamics that characterize the territory of Liguria are projected with similar intensity in the contiguous areas of Tuscany, Emilia Romagna and areas beyond the river Pò in Lombardy.

All in all, the loss of agricultural government of the territory is a little more emphasized in mountainous areas (where the decrease amounts to 36.5%) compared to the territory marked by a more robust urban framework presence (the “centers” where the reduction is of 34.5%).

Of most importance in this reduction of agricultural presence in the most urban areas of the country are the processes of erosion determined by urban growth, particularly remarkable in the major metropolitan areas of the Centre-South with the extreme cases of Lazio and Campania, where the reduction of the Total Corporate Surface in mountain areas is much smaller than that recorded in the rest of the region.

As a result of these changes of so extensive flow, the balance between environmental dynamics, spreading attention to the care of the territory and safety of the settlements, has profoundly changed with significant outcomes in terms of growth of the fragility of the soil- topsoil-systems and of the environmental hazard.

The action of the Protected Areas, that have recently also experienced a worrying subtraction of skills (and roles) could not by itself address the impressive reduction in areas managed by farms (urbanization, abandonment). In front of the processes of abandonment, the rising environmental awareness has gradually shifted the focus of experts and populations from the choice of an increasingly artificial state of the territory and the water circuit, to a search of new balances that incorporate a higher level of naturalness of the network and river environments.

In this framework that reflects the environmental, social and economic challenges that affect the Apennines, we should add the new elements introduced by law n. 56 of April 7, 2014 to the system of local governments, which have affected the metropolitan cities, provinces and municipalities. A complex reorganization of the peripheral administrations, which has led to “large area bodies” or intermediate local body between municipalities and regions at the planning and land management level. In this context the distinction between ordinary provinces and mountainous border



provinces has also been introduced, in view of a growing appreciation of its peculiarities from a socio-economic, legal and administrative point of view. However, in the Italian mountain territory all of this opens a legislative and geographical debate that involves not only the articles of the Constitution and the European policies to legally formalize the concept of mountain specificities (for example the difference between entirely mountainous territory and mainly mountainous one), but also the redefinition of administrative boundaries of the new Vast Areas, by considering the geographical and orographic shape and by outlining portions of the territory that are entirely mountainous (Rapporto Ambientale, 2014-2020).

While considering the reference stakeholders and the pilot Apennine situations, the project must also consider these legislative changes and will try to raise awareness among the population on the new administrative cutout not only to allow the possibility of putting in place a coherent and effective design for the Italian Regions and the mountain areas, but especially for the “re-appropriation” of a full citizenship rights for the population inhabiting the Apennine areas, in terms of quality and efficiency of services which must be guaranteed by central and local public administrations; a necessary condition to ensure the dwelt of the population and returning the territory “under the control” of local communities.

2. Proposals for research activities. The Apennines, which extension varies from a minimum of 30 km to a maximum of 250 km, divide the surface of the Country into two sides: the Tyrrhenian and the Adriatic, different from each other in many aspects with about 2.000 mountain Municipalities and almost 11 million inhabitants distributed in an area of nine million ha. From Liguria to Sicily, for a length of 1.500 km, it is divided into three main parts according to latitude: northern, central and southern Apennines. The focus is to create conditions for achieving effective management of the Apennines as green infrastructure, through consultation with administrations, scientific communities, local communities, associations and economic operators of routes that allow to share the environment and its biodiversity, old villages and their traditions, typical products, renewable energy, rural tourism and the beauty of the landscape, with the need to improve the accessibility, sustainability and usability of places along the Apennines, by now a priority of the local communities, as well as of administrators.

In most European mountain regions, outside urban areas, there is a lack of efficient and environmentally sustainable transport – including local roads and railways – of effective Information and Communication Technology (ICT) and of networks (e.g. limited broadband). The complex topography of mountain areas presents particular



challenges in terms of transport access, which is essential for all economic activities. Similarly, there has been a lag in the installation of ICT infrastructures, which are essential for connecting mountains with the rest of Europe and the world. Addressing inadequate transportation and ICT infrastructure is vital not only for many aspects of economic development, but also for institutional development and capacity, governance and the delivery of health, education and other services (Mountains for Europe's Future, 2016, p. 12).

A key issue is the sustainable improvement of accessibility of the Apennine territory, with reference to the integration of the various transport systems for people and goods, so that, thanks to the web and mobile information, they are interconnected with each other. A sustainable mobility is a real driving force for tourism, hospitality, crafts, historical heritage and small Italian villages, nature and parks. Therefore, it represents also an intelligent growth opportunity, also becoming a concrete way to prevent the abandonment of territories and contrast the hydrogeological instability in the country, thanks to the maintenance of networks and railways. Just behind both the road and railway networks there are also interesting products that can be recovered and tied to promotion and hospitality activities. It is the case of rail toll stations and little stations now closed of which the State Railways promote the reuse and the road inspector's houses which recently, through an agreement between the National Autonomous Roads Corporation (ANAS), the Ministry for Infrastructures and Transport (MIT) and the Ministry of Cultural Heritage and Activities and Tourism (MiBACT), will be allocated to tourism and cultural uses. Several private operators are oriented to these activities with the provision of services, with integrated solutions for reception, bike transport, assistance and bike mechanic's garages, with the sale of excellence products of the territory, with tourist guides. Small local economies linked to the very interesting soft mobility are therefore springing up.

The Ministry for Heritage and cultural activities itself has also decided to issue a legislation to announce the year 2016 as the "Year of the Routes of Italy" to enhance the value of pedestrian hiking trails or otherwise usable with other forms of soft sustainable mobility, of national and regional levels, which represent a component of the cultural and tourist offer of the Country. The same legislation considers the census of existing routes and paths, of those in the project, to then set up an "Atlas of Routes of Italy" in collaboration with regions, local authorities, municipalities, third sector, universities and operators in the cultural and tourism sectors.

These are very important objectives at the center of a legislation that is currently being debated in the Italian Parliament to establish the "Regulations for the creation of a network of routes for soft mobility and for the conversion of disused railway lines". There are numerous local groups of volunteers that are committed in the Apennines to the reopening of dismissed or even abandoned lines full of tourist services. These volunteers take also care of railway museums, historical rolling stock



that keep alive the memory and are grouped in Italian Tourist Railways association and in the Federation of Tourist and Museum Railways. The aim is to permit the improvement of the information concerning the public transport through the integration (also in terms of price list) and the intermodality of the networks, the enhancement of soft mobility routes (foot, bicycle, horseback, slow railways), the integration of the road mobility infrastructure with slow food route and the slow travel through a dedicated signage addressing the motor vehicles in order to reduce speed, and the implementation of the fast connection to the computer network and the reduction of the digital divide, using QR codes for signage, inclusion of Wi-Fi points and informative institutionalized APPs. For the success of this operation, it is also crucial to grasp the socio-economic dynamics signals that are present in different forms within the communities of the Apennines, which are the reference stakeholders. In this sense, the multifunctional role of farms and the commitment of young entrepreneurs in the local development of rural tourism and in the process of promotion of local products is of major importance.

3. “People need Apennines, and Apennines need people.” (Mountains for Europe’s Future, 2016, p. 10). The Apennines offer in this regard important favorable conditions, proposing a much stronger intensity of rural hospitality with a density of 6.7 agritourism businesses per 10.000 inhabitants against the allocation of 1.8 businesses per 10.000 inhabitants of the remaining national territory. The regional specificities are obviously very marked in Veneto, Emilia Romagna, Sardinia, Tuscany, Umbria and Marche. The difference between the regions of the Centre-North and those in the South is very marked (Baldini e Lupatelli, 2015).

A pilot project of the Apennines has the aim to investigate the presence of new social subjects that can meet the demands of territorial maintenance and social cooperation: “sustainable mountain development is therefore a fundamental response to environmental pressures and societal challenges. There is an urgent need for innovative approaches supported by new and integrated policies that work across borders and between upland and lowland regions, and involve all concerned stakeholders. This implies an urgent need for increased research efforts and concerted policy solutions” (ibidem, p. 13).

New subjects for new policies for territorial cohesion and “place-based” development are needed to implement and grow, from the multifunctional farms (and from the environmental management contracts, with which commit them to the care of canals, paths, terracing) to artisan industries; from Parks to the land Reclamation Consortia; from Associations to Social Cooperation; from volunteering to Civil Service where you need to go to for effective responses to the loss of traditional ways of corporate care and maintenance of the territory, building conditions for original and vibrant governance, adaptable to the local and partakers of the national network. “Land



abandonment is one symptom of a long-term negative trend in socio-economic conditions that characterises the rural parts of most mountain regions in Europe and in Italy. Since mid-20th century, advances in technology and globalisation have dramatically reduced the need for labour in agricultural production. There has also been a strong decline in birth rates in rural mountain regions. Together with an increasing out-migration due to reduced economic opportunities, decreasing natural population balances have led to shrinking and ageing populations in many areas. These trends exacerbate the challenges for economic development and service provision that these regions face. They also represent challenges “for landscape management and tourism, as the patchwork of forests and pastures that characterize agricultural landscapes are both important for biodiversity and attractive to tourists”(Mountains for Europe’s Future, 2016, p. 11).

APPs and ICT infrastructures allow the spread of skills and information, improving the territory in terms of sustainable mobility and rural tourism, and creating a database of what has been done and what is still to be done in the sustainable mobility of the Apennines, enhancing it, presenting it to the public in a simple and immediate way and ensuring an appropriate level of quality for both sustainable mobility and rural tourism. These Apps have, in fact, the goal of promoting the awareness that the development system can produce a positive change and be an effective means of intervention to facilitate the exchange of knowledge and communicate the importance of the Apennines as a green infrastructure.

The objectives are:

- establish consultation procedures between governments, scientific communities, local communities, associations and even economic operators in order to pursue a grid configuration between actors, involving locals both in the knowledge/recognition of values phase and in the design and implementation of those interventions;
- implement innovative environmental pathways in the Apennine areas (small cities of art, eco-museums, museums of local traditions, agricultural and artisan products, environmental and picturesque trails, folk festivals and fairs) aimed at sustainable and rural tourism mobility;
- improve practices and expertise in understanding the territorial implications of some phenomena in the Apennines;
- provide effective indicators and data to be disseminated through the APP that can allow the stakeholders to have a continued active participation in governance with an appropriate feedback.

Enhancing the Apennines as a green infrastructure means to achieve a greater awareness between the stakeholders on how to make a system and a network that can have a positive impact on the protection and conservation of the environment, on energy consumption, economy, tourism and social cohesion. An awareness that can be a model to be exported and reproduced in other territories.

Bibliografia

AA.VV. (2016), *Mountains for Europe's Future. A Strategic Research Agenda*, Switzerland & Martin Price, UK.

AA.VV., (2002), *Montagne d'Italia*, Milano, De Agostini

Buttimer A. (2016), "Geography and the challenge of a "new" Humanism", in Magistri P. (a cura di), *Geografia e nuovo umanesimo*, Roma, UniversItalia, Geography and Culture, Roma.

Ciaschi A. (2016), *Montagna. Una questione geografica e non solo*, Viterbo, Sette Città.

Debarbieux M., Price F. (2007), "Representing mountains: from local and national to global common good", in *Geopolitics*, n.13, pp. 148-168.

Maldini U., Lupatelli G. (a cura di), (2015), *L'Atlante Nazionale del territorio rurale: i caratteri, il percorso e gli approdi di una ricerca ventennale sullo spazio rurale e i suoi valori*, Bologna, CAIRE.

Messerli B. (1997), *Montagne del Mondo*, Verbania, Tararà.

Messerli J., Ives D. (2000), *Montagne del Mondo. Montains of the world – A global priority*, Verbania, Tararà.

Ministero delle politiche agricole alimentari e forestali (Mipaaf) (2014), *Rapporto Ambientale. Programma Sviluppo Rurale Nazionale 2014-2020*.

Price F. (2015), *Mountain. A very short Introduction*, Oxford, Oxford University Press.

Price F., Byers A. C., Friend D. A., Thomas L., Price W. (2013), *Mountain Geography: Physical and Human Dimensions*, Oakland, University of California Press.

Scatena D. (a cura di) (2016), *Comunicare il paesaggio. Parole chiave per un dialogo transdisciplinare: moderno, qualità, conservazione, percezione*, Milano, Franco Angeli.

Scolozzi R., Morri E., Santorini R. (2012), “Sustainable and resilient urban and regional planning; the outlook for ecosystem services”, in *Territorio*, n. 60, pp. 167-175.



VOLUME 1, II SEMESTRE 2019

DES PARADIS FISCAUX À L'ENGLOUTISSEMENT DANS L'OCÉAN: LES MICRO-ETATS ENTRE MYTHES POLITIQUE ET RÉALITÉS GÉOGRAPHIQUES

di

André-Louis Sanguin¹

1 – Les micro-Etats du monde entre légende dorée et légende noire. Il est toujours difficile d'aborder l'analyse des micro-Etats car ils sont souvent considérés par les chercheurs comme des anomalies ou des exceptions folkloriques et les récits qui les accompagnent réfèrent à leur légende dorée ou à leur légende noire. La légende dorée met en relief les qualités de leur petitesse : *small is beautiful, small is personal, small is democratic*. Leur petitesse les transforme en une grande famille dont tous les citoyens ressortissants sont des membres à part entière. La légende noire qui les entoure renvoie aux rivalités politiques, à la corruption, au clientélisme, au blanchiment de l'argent sale et aux paradis fiscaux (Veenendaal, 2013). Il est regrettable de constater que les micro-Etats sont fréquemment exclus de la littérature scientifique à cause de leur insignifiance relative et du refus de reconnaître leur condition d'Etat alors que, pourtant, ils font partie du système international depuis les Traités de Westphalie (Ingebritsen, Neumann & Gstöhl, 2008)

Selon la plupart des classifications acceptées, on considère comme micro-Etat toute entité politique souveraine qui combine les deux éléments suivants : une superficie inférieure à 1000 km² et une population inférieure à 400 000 habitants (Minassian, 2007). Il y a donc 22 micro-Etats dans le monde : 5 en Europe, 7 dans la Caraïbe, 2 en Afrique océanique, 1 dans l'Océan indien et 7 dans le Pacifique. Si nous appliquons les mêmes règles de superficie et de population, on recense également une douzaine de micro-territoires non souverains dans le monde qui sont des dépendances d'Etats plus importants (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Nouvelle-Zélande) L'avenir de ces micro-entités non souveraines sera examiné à la fin de cette étude.

Les 22 micro-Etats de la planète s'inscrivent dans un double contraste : le contraste continentalité-insularité et le contraste post-féodalisme/post-colonialisme. En effet, à l'exception des cinq micro-Etats d'Europe qui sont tous des Etats continentaux, les 17 autres micro-Etats de la planète sont des Etats insulaires. Ce contraste

¹ Université Paris IV-Sorbonne.

continentalité-insularité est renforcé par le contraste post-féodalisme/post-colonialisme. En effet, les micro-Etats du monde se divisent en deux groupes dont le processus de construction étatique est radicalement différent. Les micro-Etats d'Europe représentent les résidus territoriaux de l'ordre territorial féodal antérieur aux Traités de Westphalie, y compris le Vatican, pourtant créé par les Accords du Latran (1929). En effet, celui-ci peut être considéré comme le successeur des Etats Pontificaux (752-1870), si l'on s'accorde pour voir dans la Question Romaine (1870-1929) une parenthèse territoriale de cette continuité. Bref, les micro-Etats d'Europe portent les traces de l'Ancien Régime antérieur à 1789. Les micro-Etats de la Caraïbe, de l'Afrique océanique et du Pacifique sont tous des résidus de parties d'empires coloniaux. Leur accession à la souveraineté internationale s'explique essentiellement par la fragmentation insulaire. Alors que l'indépendance des micro-Etats d'Europe remonte au Moyen Age, celle des autres micro-Etats du monde s'inscrit dans le mouvement général de la décolonisation. C'est ainsi que les micro-Etats du Pacifique comptent parmi les plus récents du monde (Siridopoulos, 2009).

Par leur petite taille, les micro-Etats sont hantés par *la peur de disparaître*, d'où leur obsession au droit à l'existence. C'est ce qui les différencie radicalement des autres catégories d'Etats. Ce fort sentiment de vulnérabilité engendre une psychologie collective de préservation de leur identité. Les micro-Etats non-européens subissent une pénurie de moyens matériels, une faiblesse des services publics, un manque de personnel administratif compétent et une politique étrangère limitée. C'est pourquoi, ces petits pays s'orientent toujours vers des *politiques de coopération régionale*. Non seulement cette solution leur permet de sortir d'une certaine forme de dépendance économique à l'égard du monde extérieur mais, de plus, elle leur procure une meilleure visibilité et une meilleure crédibilité. C'est tout le sens de la Zone Euro et de l'Espace Schengen pour les micro-Etats européens. Il en va de même avec la CARICOM (*Caribbean Community*) pour les micro-Etats de la Caraïbe et avec le Forum des Iles du Pacifique pour les micro-Etats du Pacifique (Minassian, 2007).

On a pu dire des micro-Etats qu'ils étaient des *Etats protégés modernes*, c'est-à-dire qu'ils sont des Etats souverains mais avec une différence fondamentale : ils ont dévolu certains de leurs attributs à des Etats plus grands. Cette dévolution leur permet de bénéficier de la protection de leur viabilité économique contre les contraintes géographiques et démographiques (Dumienski, 2014). Même s'ils sont engagés dans la diplomatie internationale, les micro-Etats disposent d'un très faible réseau consulaire et diplomatique, à l'exception du Vatican (Mohamed, 2002). Le Vatican est le siège social de l'Eglise catholique qui est l'organisation territoriale la plus ramifiée du globe : des évêchés divisés en paroisses d'un bout à l'autre du monde. Grâce à ce réseau pyramidal, le Vatican est l'une des rares entités souveraines à disposer d'une présence dans presque tous les pays du monde (180 nonciatures). Les autres micro-Etats d'Europe ont un réseau diplomatique plus réduit (13 ambassades

pour l'Andorre, 15 pour Monaco, 57 pour San Marino). Le Liechtenstein n'a que cinq ambassades. En effet, en vertu de l'union diplomatique signée avec la Suisse en 1919, ce sont les ambassades et les consulats helvétiques qui assurent la représentation des citoyens de la Principauté du Liechtenstein. Tous les micro-Etats de type post-coloniaux ont un réseau d'ambassades très réduit ou inexistant (aucune ambassade pour Kiribati et jusqu'à 7 ambassades pour Barbados)

2 – Les micro-Etats d'Europe et l'Union européenne : une dynamique incertaine. Les études contemporaines considèrent plus ou moins les micro-Etats d'Europe comme des anomalies illogiques destinées à disparaître sous les pressions de l'unification européenne. En fait, ces Etats ne sont pas marginaux car ils comptent parmi les plus riches du monde. On peut dire qu'ils représentent l'antithèse des tendances à la mondialisation. Ils ne sont pas des sortes d'exceptions folkloriques mais plutôt la démonstration de la pérennité des frontières (Klieger, 2014). Ils ne font pas partie *de jure* de l'Union européenne mais, en raison des relations privilégiées qu'ils entretiennent avec leurs voisins, les micro-Etats d'Europe y sont intégrés *de facto*. Ils sont étroitement associés à leurs voisins à travers des conventions bilatérales concernant, par exemple, le régime d'imposition fiscale et les dépôts bancaires. Dans les faits, ils se trouvent intégrés dans le vaste ensemble de circulation qui les entoure. Officiellement, seul le Liechtenstein fait partie de l'Espace Schengen mais, dans la pratique, l'Andorre, Monaco et Saint-Marin sont dans Schengen car il n'y a pas de police des frontières entre ces trois micro-Etats et les voisins qui les entourent. Andorre, Monaco et Saint-Marin sont intégrés *de facto* à la Zone Euro puisque l'euro est la seule monnaie qu'ils utilisent. Quant au Liechtenstein, il est en union monétaire avec la Suisse depuis 1919 et c'est le franc suisse qui est sa monnaie officielle.

L'Union européenne fait pression sur ces petites enclaves souveraines afin qu'elles se mettent en conformité et en cohérence avec ses propres réglementations. Ainsi, Andorre, quintessence de l'Etat *duty free*, a été obligé d'introduire la TVA et un impôt sur les successions. La République de Saint-Marin a signé un accord de liberté de circulation des travailleurs avec l'Italie. Les Etats voisins font souvent pression sur le micro-Etat dans ses décisions de politique étrangère. Par rapport à l'Andorre et à Saint-Marin, Le Liechtenstein est en position plus avantageuse en termes de conduite de sa propre politique étrangère. Il n'est pas membre de l'Union européenne ni de la Zone Euro mais il fait partie de l'Espace Schengen. Le Liechtenstein applique une politique de multilatéralisme. Ses citoyens jouissent de la liberté d'établissement au sein de l'Union européenne alors que des quotas régissent la présence des citoyens communautaires dans la Principauté. Cette dérogation illustre la capacité de l'Union européenne à prendre en considération le contexte particulier d'un micro-Etat quand cela est nécessaire.

Les micro-Etats d'Europe peuvent-ils devenir membres à part entière de l'Union européenne ? Bruxelles a des doutes sur cette question capitale. Selon la Commission

Européenne, les capacités administratives des micro-Etats d'Europe sont insuffisantes pour absorber la législation de l'Union européenne. Les positions sont d'ailleurs contrastées d'un micro-Etat à l'autre. L'Andorre manifeste une volonté de retarder son intégration dans l'UE et prend pour modèle le Liechtenstein. L'Andorre semble beaucoup plus intéressé à accéder à l'AELE puis, à moyen terme, à l'EEE. On observe la même volonté de retardement pour Saint-Marin. Le référendum tenu en septembre 2013 sur l'adhésion à l'UE n'a pas atteint le quorum requis. La République de Saint-Marin recherche beaucoup plus un Accord d'Association. Monaco recherche surtout des facilités pour ses activités commerciales. Contrairement au Liechtenstein, Monaco partage l'union douanière de l'UE, uniquement à cause de ses traités avec la France. Monaco n'est pas prêt à accepter les Quatre Libertés de l'UE dans leur intégralité (biens, capitaux, services, personnes). Ainsi, à cause d'un marché de l'emploi très étroit, Monaco craint l'introduction de la liberté d'établissement et de services.

Afin de garantir une uniformité d'approche, la meilleure solution serait d'offrir aux micro-Etats d'Europe un Accord d'Association. Pour l'instant, l'Andorre est en union douanière avec l'UE par l'accord de 1991 (sauf pour les produits agricoles). Monaco fonctionne selon le traité franco-monégasque de 1963 et Saint-Marin est liée par son union douanière avec l'Italie. Un Accord d'Association permettrait de déterminer les règles et les clauses institutionnelles qui pourraient servir de base à de futurs traités entre les micro-Etats d'Europe et l'Union européenne. Les citoyens de ces micro-Etats se sentent pleinement européens et désirent un traitement préférentiel qui soit différent de celui des pays tiers. Dans la réalité, ils sont des quasi-membres de l'UE mais sous-privilegiés et passifs. Le régime de l'Accord d'Association permettrait d'élargir l'éventail des options d'intégration à l'UE. Le 16 décembre 2014, le Conseil de l'UE adoptait une décision autorisant l'ouverture de négociations avec Andorre, Monaco et Saint-Marin. Les négociations ont commencé au début de 2015. Les Accords d'Association pourraient donc permettre à ces trois micro-Etats de participer au Marché Unique et d'éliminer les obstacles concernant les Quatre Libertés. Ces accords permettraient aussi de procurer de plus grandes occasions d'emplois, en particulier dans les régions de l'UE voisines de ces micro-Etats (Forster & Mallin, 2014).

De tous les micro-Etats d'Europe, seul Saint-Marin est une république. Avant l'unification italienne de 1860, Saint-Marin fut un bastion de la liberté et de la démocratie. Saint-Marin montra sa neutralité pendant les deux guerres mondiales. L'organisation de partis politiques à connotation idéologique explique pourquoi la société de Saint-Marin est la plus politisée, comparée à celles des autres micro-Etats d'Europe. Toutefois, Saint-Marin est en très forte dépendance de l'Italie à cause de l'union monétaire, économique, douanière et postale. L'économie est, en partie, fondée sur la finance et la banque mais toutes les banques présentes à Saint-Marin

sont italiennes (Veenendaal, 2013). A cause de son union économique et monétaire avec la Suisse, le Liechtenstein dispose de marges de manœuvre beaucoup plus larges vis-à-vis de l'UE. En outre, le Liechtenstein dispose de bases industrielles et bancaires que ne possèdent pas les autres micro-Etats d'Europe. Après la Seconde Guerre mondiale, le Liechtenstein est passé du stade de pays agricole pauvre à celui de pays industriel à haute technologie. La politique étrangère a pour objectif la sauvegarde de l'indépendance et du bien-être du pays. Cette politique étrangère s'exprime à travers la coopération multilatérale (ONU, OMC, Conseil de l'Europe, AELE, OSCE) et bilatérale (Suisse, Autriche, Allemagne, Etats-Unis). Les relations avec les Etats-Unis ont changé de rythme car les entreprises liechtensteinoises, installées aux Etats-Unis, y emploient plusieurs milliers de personnes (Stringer, 2013).

Contrairement à une opinion faussement répandue, l'industrie manufacturière est le plus gros contributeur à l'économie du Liechtenstein, bien avant les services financiers et les services tertiaires. Parmi les fleurons de l'industrie du micro-Etat alpin, il convient de mentionner trois leaders présents sur les marchés mondiaux : Hilti (fixations de précision), Ivoclar Vivadent (dents artificielles) et Hoval (solutions de chauffage). Quant aux banques du Liechtenstein, elles sont au nombre de 17, dont sept sont des succursales de banques autrichiennes et suisses. Avec 168 milliards de francs suisses de dépôt, elles engendrent 5000 emplois sur les 32 000 totaux du pays. Elles contribuent pour 33% au PNB national et elles procurent 40% des revenus de l'Etat.

3 – Les micro-Etats de la Caraïbe : paradis fiscaux et tourisme international. Les sept micro-Etats souverains de la Caraïbe (Antigua-Barbuda, Barbade, Dominique, Grenade, St Kitts-Nevis, St Vincent-Grenadines, Sainte-Lucie) partagent plusieurs caractéristiques communes : ils sont tous d'anciennes colonies britanniques, ils ont hérité du système parlementaire de Westminster, ils sont peuplés de descendants d'esclaves noirs, ils sont les clients politiques des Etats-Unis et, enfin, leur économie dépend largement du tourisme international qui constitue parfois 30 à 50% du PNB. Les micro-Etats de la Caraïbe sont aussi des paradis fiscaux abritant les sièges de sociétés *offshore*. La taxation est minimale ou nulle pour les non-résidents qui bénéficient du secret bancaire. Des filiales *offshore* de banques et de compagnies d'assurance sont installées dans ces micro-Etats insulaires. Ces Etats disposent d'un haut niveau d'accessibilité informatique (Internet) et ils inspirent confiance à leurs clients non seulement pour leur stabilité économique-politique mais aussi pour leurs aménités et leur environnement agréable. Par exemple, 12 800 sociétés sont enregistrées à la Dominique. La *vente de passeports* constitue aussi un revenu lucratif pour St Kitts-Nevis ainsi que pour la Dominique. La *vente de pavillons de complaisance* constitue une autre source de revenus pour d'autres Etats (Antigua-Barbuda, Barbade, St Vincent-Grenadines). Les jeux en ligne (*offshore gambling*)

sont la spécialité de Antigua-Barbuda, Dominique, Grenade et St Kitts-Nevis. Ces micro-Etats proposent à un marché mondial de joueurs une gamme d'activités en ligne (poker, bingo, loterie, courses de chevaux et autres jeux classiques de casino). Certains micro-Etats de la Caraïbe ont mis en place des *zones franches* industrielles d'exportation ou des zones franches pour des activités non industrielles. Une zone franche peut se définir comme un espace de dérogation législative et sociale. Dans leur aspect industriel, les zones franches dans la Caraïbe sont dédiées soit à l'assemblage textile, soit à l'électronique. Concernant les secteurs non-industriels, il s'agit d'activités diverses et évolutives dont celles des centres d'appel *offshore*, spécialement à la Barbade. Dans ces petits Etats, les zones franches ont émergé dans les années 1980 et 1990 et elles sont facilitées par le fait que tous les habitants sont anglophones. Le micro-Etat en entier peut avoir un statut d'île franche (St Kitts-Nevis, Antigua-Barbuda, Dominique, Barbade, St Vincent-Grenadines, Grenade). Ailleurs, la zone franche ne couvre qu'une partie bien délimitée de l'île (Sainte-Lucie). Les banques offshore se localisent surtout à St Kitts-Nevis, Antigua-Barbuda et Sainte-Lucie (Buzenot, 2009).

A l'exception de la Barbade, tous ces micro-Etats ont créé l'OECES (*Organization of Eastern Caribbean States*) en 1981 puis ont admis Anguilla, Montserrat et les Iles Vierges Britanniques comme membres associés. Tous les Etats membres de l'OESC utilisent une monnaie unique, c'est-à-dire le dollar de la Caraïbe orientale. Les micro-Etats de la Caraïbe montrent une vulnérabilité aux chocs environnementaux et économiques. Ils sont soumis au volcanisme, aux ouragans et aux séismes alors que leurs infrastructures touristiques et leurs établissements bancaires sont construits le long du littoral. Contrairement à leurs homologues de l'Océan Indien et du Pacifique, les micro-Etats de la Caraïbe sont non seulement très proches les uns des autres mais sont voisins du gros pôle touristique émetteur que sont les Etats-Unis et le Canada. Comme ils ont connu une plus longue période coloniale que leurs homologues du Pacifique, ils disposent d'infrastructures collectives, d'institutions publiques et d'équipements commerciaux plus développés (McElroy & Medek, 2012). Depuis plusieurs décennies, des mouvements migratoires se sont développés entre les micro-Etats de la Caraïbe et les grands pays anglophones (Etats-Unis, Canada, Grande-Bretagne). Les envois d'argent effectués par les membres de la diaspora vers leurs familles restées dans la Caraïbe constituent un revenu financier significatif dans ces îles à petite superficie et à petite population. Quand ils reviennent dans leur île natale, les émigrés de la diaspora sont dotés d'un savoir-faire et d'une expérience qui permettent d'enrichir les secteurs économiques et socio-culturels de ces micro-Etats (Connell & Conway, 2000).

La sociologie politique des micro-Etats de la Caraïbe est constituée d'un ensemble d'éléments communs. Tous ces pays minuscules sont peuplés principalement par une population noire, c'est-à-dire descendante des esclaves des plantations de canne à

sucre. La culture politique est de type Westminster puisque ces pays ont hérité de la démocratie parlementaire britannique mais cette culture est mélangée avec des éléments d'autoritarisme. En d'autres mots, derrière une façade démocratique et malgré le rôle modérateur de l'OECS et de la CARICOM, l'environnement politique est aux mains d'une toute petite élite qui pratique le clientélisme et le favoritisme. La compétition politique s'exerce sur une base beaucoup plus personnalisée que programmatique dans la mesure où l'opposition se pose en victime du gouvernement. Peu d'institutions sont indépendantes, neutres et impartiales. Le clientélisme et le favoritisme sont très puissants dans le secteur public et fonctionnent comme une sorte de système de redistribution du bien-être social. Un micro-Etat comme St Kitts-Nevis est très représentatif de cette situation.

4 – Les micro-Etats du Pacifique : fragilité économique et pratiques particulières. Contrairement aux micro-Etats de la Caraïbe qui furent soumis à l'économie de plantation dès le début de la colonisation européenne, leurs homologues du Pacifique pratiquent un système fondé sur les chefs de villages, les clans familiaux et les îles. De plus, la découverte des îles du Pacifique par les Européens survint presque trois siècles après la découverte de la Caraïbe. Un autre point important doit être souligné : la plupart des micro-Etats du Pacifique ont connu plusieurs tutelles coloniales dans des périodes très courtes. C'est leur grande particularité. Le meilleur exemple est fourni par la République de Palau (indépendance en 1994). Ce très petit pays a connu quatre administrations coloniales différentes en un siècle : Espagne de 1885 à 1899, Allemagne de 1899 à 1914, Japon de 1914 à 1944, Etats-Unis de 1944 à 1994. Comme leurs homologues de la Caraïbe, les micro-Etats du Pacifique n'ont jamais connu la lutte pour l'indépendance et les guerres coloniales. En d'autres mots, le processus de décolonisation a correspondu à un processus moins agressif, moins chaotique et moins violent qu'en Afrique et en Asie. L'attribution de l'indépendance ne provint pas du peuple de la colonie lui-même mais d'une volonté du pouvoir colonial. Dans le Pacifique comme dans la Caraïbe, ce processus est souvent souligné pour expliquer la prédominance de la démocratie pluraliste. L'argument fréquemment mentionné consiste à dire que cette prédominance de la démocratie dans ces micro-Etats est liée à leurs liens historiques très forts avec de grandes puissances démocratiques : Etats-Unis et Grande-Bretagne (Veenendaal, 2013 ; Duranthon, 2012).

A cause de la multiplicité et de la diversité de leurs tutelles coloniales et à cause de l'absence de luttes politiques et de guerres pour l'indépendance, les micro-Etats du Pacifique manquent d'un *sentiment d'identité nationale* (Misra, 2004). De même, il est assez clair que leur petite taille et leur faible population a un impact direct sur leur politique étrangère. D'une part, cette politique étrangère cherche à solutionner des problèmes liés à la dépendance économique, à accroître la reconnaissance internationale, à maximiser les bénéfices économiques et l'aide au développement.



D'autre part, il est évident que la petite taille limite et contraint les comportements de politique étrangère. Le paradoxe réside dans le fait que les micro-Etats du Pacifique ne peuvent pas supporter les coûts d'une indépendance complète (Duursma, 1996). Par exemple, depuis leur indépendance, la République de Palau (1994), les Etats Fédérés de Micronésie (1990), la République des Iles Marshall (1990) délèguent leur défense, leur sécurité et leur politique étrangère aux Etats-Unis dans le cadre du *Compact of Free Association*. A travers ce Compact, la générosité financière américaine soutient leur viabilité économique. Dans le contexte du post-colonialisme britannique, Nauru, Kiribati et Tuvalu ont plus ou moins ce statut d'*Etat dépendant* ou d'*Etat à juridictions hybrides*. Bref, tous ces micro-Etats essaient de capitaliser les avantages de la souveraineté et de l'autonomie parce qu'ils sont soutenus par un grand Etat bienveillant (Baldacchino, 2010). En termes économiques, la situation des micro-Etats du Pacifique est très différente de celle des micro-Etats de la Caraïbe qui ont de meilleures performances économiques. L'isolement géographique et l'éloignement des pôles émetteurs du tourisme international (Amérique du Nord, Union européenne, Japon) pèsent négativement sur ces Etats. Ils connaissent une croissance économique très lente. Beaucoup vivent encore de l'agriculture de subsistance et l'activité minière a définitivement disparu (phosphate de Nauru et de Kiribati). Le tourisme est très réduit, sauf quelques exceptions. On ne rencontre pas les retraités américains ou britanniques devenus résidents permanents ou temporaires dans les micro-Etats de la Caraïbe. Cependant, certains micro-Etats sont plus heureux. Dans la République de Palau, le tourisme international contribue pour 50% du PNB et 85% des touristes proviennent des Etats-Unis, du Japon et de Taiwan. Les Etats Fédérés de Micronésie et le Royaume de Tonga ont su faire du tourisme international la seconde source de leurs revenus.

On comprend aisément pourquoi les micro-Etats du Pacifique sont très dépendants de l'aide extérieure et des transferts d'argent envoyés par leurs ressortissants depuis l'étranger (Laplagne, Treadgold & Baldry, 2001; McElroy & Medek, 2012). Les faiblesses et les carences de leurs économies ont plusieurs niveaux d'explication. Ces petits Etats insulaires souffrent des coûts prohibitifs des transports maritimes et aériens qui pèsent négativement sur leurs échanges avec le monde extérieur. Leurs ressources naturelles sont limitées et ils sont obligés d'importer une bonne part de leurs produits alimentaires. Ils souffrent également d'une faible qualification de la main d'oeuvre et du poids disproportionné de l'administration publique.

L'entrée en vigueur du nouveau Droit de la Mer en 1994 (principe de la zone des 200 milles) a eu la conséquence de confronter les micro-Etats du Pacifique à une situation nouvelle qui est difficile à gérer. Ainsi, Kiribati qui n'a que 33 atolls et une superficie totale de 780 km² se retrouve avec une zone des 200 milles couvrant 3,5 millions de km² (13^{ème} rang mondial). Ce contexte entièrement nouveau oblige Kiribati à redéfinir ses objectifs économiques (Neemia, 1995). Les micro-Etats du Pacifique

devraient être les premiers bénéficiaires de cette constitution universelle de la mer que représente le nouveau Droit de la Mer puisqu'ils sont devenus les propriétaires d'immenses surfaces maritimes. Cependant, ils n'ont pas de flottes de pêche organisées à leur disposition. Conséquemment, ils sont dans l'incapacité non seulement d'exploiter leurs propres ressources de pêche mais aussi d'empêcher la pêche illégale. Les micro-Etats du Pacifique sont donc obligés de vendre des licences de pêche à des pays comme la Russie, les Etats-Unis, le Japon, la Corée, Taïwan et la Nouvelle-Zélande. C'est le cas des Marshall, de la Micronésie, de Nauru, de Kiribati et de Tuvalu. En général, le montant des redevances reçues par le micro-Etat représente 5% de la valeur des prises de pêche. L'aquaculture, la culture d'algues et la culture de perles pourraient se développer dans les lagons des atolls et proposer des emplois à leur population. Pour l'instant, rien n'a été mis en place à ce sujet (Thomas, 2003).

Les micro-Etats du Pacifique devraient être les lieux d'un tourisme international important grâce à leurs eaux non polluées, leurs plages propres, leur climat chaud et leurs vestiges de civilisations océaniques anciennes. C'est exactement la situation contraire à cause de trois facteurs complémentaires : l'éloignement des grands pôles émetteurs de touristes, le coût prohibitif des transports aériens et les faibles capacités d'accueil. Dans certains cas (Samoa, Tonga), le nombre de ressortissants du micro-Etat est plus important à l'étranger que dans l'Etat lui-même. Ces expatriés contribuent au soutien de l'économie insulaire par l'envoi de transferts d'argent (par exemple, \$ 11 millions par an à Kiribati). Le *Compact of Free Association* avec les Etats-Unis (en vigueur à Marshall, Palau et Micronésie) permet aux ressortissants de ces micro-Etats de ne pas être considérés comme des immigrants aux Etats-Unis. Cette situation spécifique explique pourquoi la majeure partie de leur diaspora vit aux Etats-Unis. Autrement dit, les transferts d'argent effectués par la diaspora ainsi que l'aide étrangère ont pour effet de procurer à ces micro-Etats une certaine aération économique (Connell & Conway, 2000).

La taille et la population de ces micro-Etats du Pacifique sont incapables d'engendrer des revenus suffisants. Afin d'atteindre ce but, ils essaient de s'équiper d'une gamme de politiques économiques spécifiques. Il est clair qu'Internet donne un grand pouvoir d'action aux sociétés *offshore*. Quelques micro-Etats du Pacifique ont plongés dans ces nouvelles possibilités pour développer les jeux de hasard et les paris en ligne (*offshore gambling & betting*), notamment les casinos, les jeux de bingo et les loteries en ligne. Ce nouveau type de jeux est, en partie, basé sur les paradis fiscaux et surtout sur l'usage de la carte de crédit. Les banques, les institutions financières et les sociétés émettrices de cartes de crédit sont concernées directement par ce type d'activité. La clientèle américaine fournit 70% des revenus des casinos Internet en opération dans ces micro-Etats. Dans les années 1990, Vanuatu a développé des sites de jeux en ligne à destination d'une clientèle d'Australie et

d'Indonésie, de même que Palau avec une clientèle du Japon. En général, les gouvernements de ces micro-Etats prélèvent une taxe de 4% sur les recettes. Cette activité a fortement reculé depuis les années 2000-2010 après les pressions exercées par les Etats-Unis et l'Australie (Van Fossen, 2003).

Les micro-Etats du Pacifique montrent beaucoup de similitudes dans leur profil économique. Une part importante de leur population active exerce ses emplois dans la fonction publique gouvernementale : 30% à Marshall et à Palau, 50% en Micronésie. L'aide internationale contribue à renforcer le PNB et vient de l'ancienne puissance coloniale ou d'un Etat voisin important. Par exemple, les Etats-Unis, l'Australie et l'aide internationale injectent annuellement un montant considérable de millions de dollars à Marshall, Palau, Micronésie, Nauru, Tonga et Tuvalu. Dans certains micro-Etats, l'aide internationale représente entre 15% et 60% du budget annuel.

Les micro-Etats du Pacifique appliquent des politiques particulières qui créent des tensions avec la communauté internationale. Un exemple significatif est fourni par la délivrance de *passports de complaisance*, qui est aussi une formule utilisée par les micro-Etats de la Caraïbe. Les micro-Etats du Pacifique auraient ainsi collecté en 2007 la somme de \$153 millions par la vente de passeports (surtout à des Chinois). A l'exception de personnes relevant de réseaux maffieux ou du crime organisé, les passeports de complaisance s'adressent à une classe dirigeante riche qui n'a pas de réelle allégeance nationale et qui désire une sorte d'identité transnationale. La vente de passeports de complaisance constitue une part significative du PNB (11% à Marshall, 8% à Nauru et 6,5% à Tonga). La crédibilité des passeports de complaisance est aujourd'hui fortement remise en cause par les grands pays (Van Fossen, 2007). Le pavillon de complaisance représente une autre formule utilisée par quelques micro-Etats afin de générer d'autres sources de revenus. La vente du site Internet du Tuvalu (.tv) permet de contribuer pour 10% aux recettes du micro-Etat (une partie des acheteurs étant formée par les géants de l'industrie pornographique).

5 – Les micro-Etats du Pacifique devant les risques d'engloutissement dans l'océan. On ne peut aborder les micro-Etats du Pacifique sans évoquer le problème de l'*élévation du niveau de la mer*. Ils sont situés sur la ligne de front face à ce nouveau défi qui prend les allures d'une catastrophe environnementale mondiale. En conséquence, ces petits pays ont constitué l'*Alliance of Small and Island States* pour mieux se faire entendre dans les enceintes internationales, notamment à l'ONU (Baldacchino, 2010). Le réchauffement climatique gonfle la masse d'eau océanique et accélère la fonte des glaciers. Le résultat est une élévation généralisée du niveau marin. La majorité des micro-Etats du Pacifique est formée d'atolls coralliens ou d'îles basses. L'élévation du niveau de la mer a beaucoup de conséquences négatives qui sont clairement visibles : tempêtes violentes de plus en plus fréquentes, pluviométrie en augmentation, dommages portés aux coraux et aux frayères de

poissons, récifs menacés, érosion et recul de la côte, invasion du sel dans les nappes phréatiques entraînant une infertilité des sols (Duvat & Magnan, 2010 ; Fitzpatrick, 2013). Les 250 îles de la République de Palau ont subi une élévation du niveau marin de 9 mm par an depuis 1993 (date des premières observations par satellites). Les 29 atolls de la République des Iles Marshall sont situés à 2 mètres au-dessus du niveau de la mer et le niveau de celle-ci monte de 3,1 mm par an depuis 1993. Les 600 îles des Etats Fédérés de Micronésie sont situées entre 1 et 5 mètres au-dessus du niveau de la mer. Ce niveau a grimpé de 10 mm par an depuis 1993.

Les deux micro-Etats les plus affectés par le phénomène de l'élévation du niveau marin sont Tuvalu et Kiribati. C'est là que réside la situation la plus alarmante. Les 12 000 habitants de Tuvalu vivent sur 9 atolls pour un total de 16 km². Ces atolls sont situés à 3 mètres au-dessus du niveau de la mer. Depuis 1993, le niveau marin a augmenté de 3 mm par an. Sur l'atoll de Fongafale se localise la capitale Funafuti avec ses 700 habitants sur une île de 12 km de long et 400 mètres de large. Elle abrite aussi l'aéroport international. L'explosion démographique entraîne une hyper-urbanisation et un appauvrissement des nappes phréatiques d'où un phénomène de subsidence. Selon certains scientifiques, l'atoll de Fongafale aura disparu à la fin du XXI^{ème} siècle. Les 32 atolls de la République de Kiribati sont situés à 2 mètres au-dessus de niveau marin. La montée du niveau de l'eau, observée depuis 1993, s'établit à 4 mm par an. Devant l'Assemblée Générale des Nations-Unies (septembre 2008), le Président de la République de Kiribati informa solennellement la communauté internationale que son pays deviendrait inhabitable dans 30 à 60 ans (Duvat & Magnan, 2010). En conséquence, il a demandé à l'ONU la création d'un statut de *réfugié climatique* (Kempf, 2009). Tuvalu a présenté la même demande à l'Australie en 2007. A cause du refus de l'Australie, Tuvalu présenta le statut de réfugié climatique à la Nouvelle-Zélande qui accepta le principe mais seulement quand Tuvalu deviendra inhabitable (Baldacchino, 2010). En 2012, le gouvernement de Kiribati a acheté 2000 hectares dans la République des Fidji afin de reloger les réfugiés climatiques et de planter des cultures vivrières à destination de ses propres habitants.

6 – Les micro-Etats isolés : Sao Tomé e Príncipe, les Seychelles et les Maldives. Compte tenu de leur localisation soit au large de l'Afrique (Sao Tomé e Príncipe, Seychelles), soit au large de la péninsule indienne (Maldives), ces trois micro-Etats forment une catégorie tout à fait à part. Si les Seychelles et les Maldives peuvent se comparer sur bien des points, Sao Tomé e Príncipe forme un cas très spécifique. Avec ses 964 km² et ses 190 000 habitants, Sao Tomé e Príncipe représente le micro-Etat avec le plus lourd handicap. Avant la décolonisation et le départ précipité des Portugais en 1975, Sao Tomé e Príncipe avait fondé son économie sur la culture du cacao. L'imposition d'un régime marxiste de 1975 à 1990 et la nationalisation des plantations de cacao engendrèrent un effondrement économique. L'introduction de

l'économie de marché et de la démocratie pluraliste en 1990 n'a pas permis à ce petit Etat de remonter la pente. Le pays est rongé par le clientélisme, le népotisme et la corruption. L'aide internationale agit comme un ballon d'oxygène mais disparaît, en bonne partie, dans des poches privées. La vie économique et politique est aux mains des *Forros*, c'est-à-dire de la minorité créole métissée qui a exclu toutes les autres catégories ethniques du pays de tous les centres de décision. L'importante zone des 200 milles qui entoure l'archipel est sous-exploitée en l'absence d'une flotte de pêche locale. Des espoirs avaient été placés dans le *pétrole offshore* qui est une ressource abondante le long du littoral du Nigeria, du Cameroun et de Guinée Equatoriale. Dans cette perspective, Sao Tomé a mis en place avec le Nigeria en 2003 une JDZ (*Joint Development Zone*) où 60% des recettes seraient pour le Nigeria et 40% pour Sao Tomé e Principe. Les conditions d'exploitation sont convenables dans la zone maritime proche du Nigeria mais la très grande profondeur de l'océan à proximité de Sao Tomé e Principe rend techniquement difficiles et financièrement prohibitives l'exploration et l'exploitation des champs pétrolifères au large du micro-Etat. C'est donc un curieux paradoxe : la présence d'une ressource naturelle importante est confrontée à un développement complètement hypothétique (Sanguin, 2014).

L'économie actuelle de Sao Tomé e Principe repose essentiellement sur le modèle MIRAB (Migration-Remittances-Aid-Bureaucracy). Une importante diaspora est disséminée au Portugal, au Cap-Vert et en Afrique continentale. Elle effectue d'importants transferts d'argent vers l'archipel. L'aide internationale contribue pour 80% au budget de l'Etat. Le Portugal est l'un des pays donateurs les plus importants mais se voit aujourd'hui concurrencé par le Brésil dont la politique étrangère est très active avec les Etats lusophones de l'Afrique. Avec ses 3500 agents, la fonction publique est hypertrophiée pour un si petit Etat. A cause de son riche potentiel (plages, montagne volcanique, parc national, anciennes plantations de café et de cacao, pêche sportive, randonnée, plongée), le tourisme international représente une solution d'avenir mais les équipements d'accueil sont absents (hôtels, B & B, cabin lodges, campings). Il n'y a aucune liaison aérienne sérieuse avec les grands pôles exportateurs de touristes en Europe. Le réseau routier est obsolète et doit être complètement rénové. Les liaisons maritimes et aériennes entre Principe et Sao Tomé sont chaotiques et irrégulières (Sanguin, 2014).

Depuis leur indépendance en 1976, les Seychelles (116 îles, 455 km² et 89 900 hab.) ont expérimenté un itinéraire politico-économique très différent de celui des micro-Etats de la Caraïbe et du Pacifique. Le pays est bilingue (anglais et français) et membre du Commonwealth et de la Francophonie. Il a subi un coup d'Etat en 1977 qui fut suivi par un régime de parti unique de tendance marxiste jusqu'en 2004. Le pays dispose d'une Zone Economique Exclusive de 1,3 million de km². La pêche au thon représente environ 36 000 tonnes par an et la vente de licences de pêche atteint \$7 millions par an. Bien que le tourisme international constitue l'activité économique

principale, les Seychelles se sont retrouvées en faillite économique en 2008. Des réformes économiques ont été imposées par le FMI en échange de l'annulation de 45% de la dette du pays. Parmi les 45 802 emplois enregistrés, 8876 relèvent de la fonction publique et 8478 de l'hôtellerie-restauration. Les emplois fournis par le tourisme apportent 70% des devises étrangères du pays. Néanmoins, le pays importe 90% de sa consommation alimentaire qui est distribuée par une agence nationale, le *Seychelles Marketing Board*. Cette agence est propriétaire des principaux supermarchés et autres distributeurs de produits importés. Les 6490 lits accueillent 230 300 touristes (68,7% en provenance d'Europe et 11,9% d'Afrique du Sud). Comme à Sao Tomé e Príncipe, le pouvoir politique est confisqué par les *Grands Blancs*, c'est-à-dire par une élite créole métissée descendante des premiers planteurs français. Depuis le coup d'Etat de 1977, le même parti politique (Parti Lepep) assume le pouvoir. Ce contexte spécifique entretient le clientélisme et le népotisme. La politique étrangère des Seychelles fait partie d'un modèle international de type « patron-client » : de 1977 à 1991, l'URSS et ses satellites ; depuis 1992, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France, l'Afrique du Sud, l'Inde, la Chine et, plus récemment, les Emirats Arabes Unis. Le passé autoritaire et l'héritage politique placent le pays à part de ses homologues européens et antillais (Veenendaal, 2013). De la même manière que les Maldives, les Seychelles ont développé une politique de *tourisme haut de gamme*. Les hôtels sont limités à 200 chambres tandis que la politique de prix élevés vise à agir comme filtre sélectif de la clientèle. Le gouvernement limite la fréquentation touristique à un maximum de 250 000 visiteurs par an. De plus, selon une vigoureuse politique de protection de l'environnement, 50% de la surface insulaire (soit 230 km²) a été transformée en *zone protégée* afin de donner au pays l'image d'un *éco-archipel*. Par exemple, l'île d'Aldabra n'a pas de population permanente et n'est seulement accessible aux scientifiques. Aldabra est inscrite sur la Liste du Patrimoine Mondial de l'UNESCO (Baldacchino, 2010). Le plus grand défi concernant les Seychelles est, indiscutablement, l'élévation du niveau de la mer qui augmente de 3 mm par an depuis 1993. Comme Kiribati et Tuvalu, les Seychelles ont lancé un exercice diplomatique de grande ampleur. Le Président James Michel a mis en place la *Sea Level Rise Foundation* en 2005 et le *Global Island Partnership* en 2007.

Plus encore que les Seychelles ou que les Etats de la Caraïbe, les Maldives sont la quintessence du micro-Etat dont l'économie est fondée sur un *tourisme international de luxe*. Les Maldives (298 km² et 393 000 hab.) sont un chapelet de 22 atolls répartis sur 800 km Nord-Sud et 130 km Ouest-Est, localisé au Sud de la péninsule indienne. Les Maldives reçoivent 800 000 touristes par an. Le tourisme représente 75% des entrées de devises étrangères, 30% du PIB et 20% des emplois. On observe que 80% du territoire est situé juste à 1 mètre au-dessus du niveau de la mer. La capitale Malé (100 000 hab.) est un atoll de 2,5 km de long par 1 km de large,

localisé à 2 mètres au-dessus du niveau de la mer. Un tiers de sa surface a été gagné sur l'océan par comblement des lagons. De plus, 90% des îles de cet archipel subissent des inondations annuelles. Le pays a été frappé par le tsunami du 26 décembre 2004. Durant ce cataclysme, les eaux sont montées de 1 à 2 mètres et 35% des îles ont été submergés dans leur totalité. Le tsunami a été responsable de la fermeture de 20% des 89 îles-hotels. Les atolls coralliens sont extrêmement fragiles et sont victimes de submersion durant les fortes marées. Ils sont aussi très exposés à la houle. La mortalité des récifs coralliens entraîne une aggravation de l'érosion côtière. La capitale Malé est maintenant entourée par un mur de tétrapodes en béton afin de briser l'action des vagues. L'île artificielle de Hulhumale a été construite pour résister aux inondations. Ces politiques coûteuses d'ingénierie peuvent atténuer ou retarder les conséquences de l'élévation du niveau marin mais elles ne s'attaquent pas aux causes et elles ne représentent pas une solution à long terme. Ces politiques sont également envisagées comme des stratégies pour favoriser de nouvelles lignes internationales de crédit. Ainsi, la vulnérabilité environnementale remplacerait la vulnérabilité économique comme un nouveau mécanisme justifiant le maintien des économies insulaires dans la catégorie MIRAB (Baldacchino, 2010).

7 – Conclusion : contraintes et atouts des micro-Etats du monde. Beaucoup de différences persistent entre les quatre grandes catégories de micro-Etats dans le monde. Leurs structures politiques et la forme de leur régime (monarchique, parlementaire, présidentiel) varient grandement d'un lieu à l'autre. A l'exception des micro-Etats d'Europe dotés de contre-pouvoirs, les gouvernements des micro-Etats de la Caraïbe et du Pacifique contrôlent toutes les institutions. Dans ce cas, l'impartialité et la neutralité de la fonction publique ne sont pas garanties. En plus, la corruption et le clientélisme sont des phénomènes endémiques. Le système politique des micro-Etats d'Europe est *sui generis* à chacun d'entre eux, tandis que le système des micro-Etats de la Caraïbe est une copie du parlementarisme britannique de type Westminster. Le système politique des micro-Etats du Pacifique se subdivise en deux catégories : soit une copie du modèle américain pour les micro-Etats issus de l'ancien *Trust Territory of the Pacific Islands* (Palau, Marshall, Micronésie), soit une copie du modèle Westminster pour les autres (Vanuatu, Nauru, Tonga, Tuvalu, Kiribati). En ce qui concerne les micro-Etats isolés, la situation est contrastée. Sao Tomé e Príncipe a un système semi-présidentiel copié sur celui du Portugal. Les Seychelles et les Maldives ont quitté le modèle Westminster pour adopter un modèle présidentiel avec une opposition minimisée ou muselée.

Les chercheurs en analyse comparée n'ont aucune raison d'exclure les micro-Etats dans leurs analyses parce qu'ils seraient trop petits pour être significatifs. Les micro-Etats ne doivent pas être victimes de l'exclusion. Il n'y a pas de raisons de les sous-estimer, même s'ils échangent leurs votes aux Nations-Unies pour obtenir des avantages matériels de la part de leurs Etats protecteurs. Depuis leur accession à

l'indépendance, les micro-Etats insulaires de la planète fonctionnent selon l'un ou l'autre des trois modèles économiques suivants: MIRAB (Migration, Remittances, Aid, Bureaucracy); PROFIT (Management over People, Resources, Overseas Engagement, Finances/Taxation, Transportation); SITE (Small Island Tourist Economy).

Les micro-Etats insulaires post-coloniaux sont obligés d'utiliser des ressources extra-territoriales comme base pour leur développement économique. Le modèle MIRAB montre une certaine passivité qui est acceptée par le micro-Etat insulaire. Au contraire, le modèle PROFIT favorise une orientation économique plus active. Le modèle SITE se veut totalement centripète. Quelques exemples de la réalité de ces modèles peuvent être proposés. Sao Tomé e Príncipe est l'archétype du micro-Etat MIRAB tandis que Antigua-Barbuda représente la quintessence du micro-Etat PROFIT. De leur côté, les Maldives ou les Seychelles sont la meilleure illustration de micro-Etats SITE. Les micro-Etats insulaires ont pu migrer de l'un vers l'autre de ces modèles (McElroy & Parry, 2012). Qu'il soit très clair que les micro-Etats d'Europe n'ont aucun rapport avec ces trois modèles qui sont fortement liés à l'insularité, au sous-développement, à la décolonisation et à l'isolement géographique.

Il existe encore 16 territoires qui sont inscrits sur la liste des Nations-Unies des derniers territoires à décoloniser. Parmi ces 16 entités, on rencontre une douzaine de micro-territoires insulaires ou continentaux (moins de 1000 km² et moins de 400 000 hab.) : Samoa américaines, Guam, Pitcairn, Tokelau, Anguilla, Iles Vierges Britanniques, Cayman, Gibraltar, Montserrat, Saint Hélène, Turks-Caicos, Iles Vierges Américaines. Les élites politiques de ces micro-territoires à décoloniser observent lucidement les situations politiques et économiques des micro-Etats de la Caraïbe et du Pacifique. Elles ont tiré les conclusions de leurs observations : elles sont absolument contre l'indépendance. Dans plusieurs cas, cette indépendance a même été refusée solennellement dans le cadre de référendums locaux. Les derniers micro-territoires à devenir souverains à la fin du XX^{ème} siècle furent la République de Palau, la République des Iles Marshall et les Etats Fédérés de Micronésie. Ils représentent l'ultime limite des concepts d'indépendance et de souveraineté internationale. En fait, tous ont un siège aux Nations-Unies. Cependant, selon les clauses du *Compact of Free Association* avec les Etats-Unis, ils ont renoncé à leur défense, à leur sécurité et, pratiquement, à leur politique étrangère. En retour, la générosité financière des Etats-Unis, mentionnée et calculée dans le Compact, leur permet de jouir d'une viabilité économique. Malgré ces garanties financières généreuses, les Iles Mariannes du Nord ont préféré la séparation avec les Etats Fédérés de Micronésie afin de signer un accord différent avec les Etats-Unis sous la forme d'un statut de Commonwealth comme Porto-Rico. Les Etats-Unis contrôlent leur politique étrangère mais, en échange, ils les défendent contre toute agression extérieure. Le même statut a été adopté par Tokelau, Cook et Niue avec la Nouvelle-

Zélande. La dynamique de la décolonisation a considérablement changé. En d'autres mots, la souveraineté internationale n'apparaît plus comme la voie normale pour ces petits peuples. Pour eux, l'autonomie interne semble une solution beaucoup plus confortable. Cook, Niue et Tokelau sont des Etats en libre association avec la Nouvelle-Zélande. Leurs ressortissants bénéficient de la citoyenneté néozélandaise. De même, les habitants du Commonwealth des Iles Mariannes jouissent de la nationalité américaine (Baldacchino, 2010).

Finalement, la question des micro-Etats dans le monde ne constitue pas un bloc homogène. En réalité, les quatre groupes de micro-Etats (Europe, Caraïbe, Pacifique, zones isolées) sont difficilement comparables entre eux. Quoi de commun, en effet, entre Sao Tomé e Príncipe, le plus pauvre et le plus isolé de tous les micro-Etats et le Liechtenstein, sans doute le plus riche et le mieux équilibré en termes économiques ? (Stringer, 2013).

Un bilan politico-économique montre que les micro-Etats du monde se situent sur une échelle dépendance-indépendance. Les micro-Etats d'Europe apparaissent comme les plus réussis. Cependant, à l'exception du Liechtenstein, ils sont tous dans une relation de dépendance *de facto* avec l'Etat ou les Etats qui les entourent. A cause de leur proximité avec le monde nord-américain, les micro-Etats de la Caraïbe fonctionnent avec le double système « tourisme international-paradis fiscal ». A cause de raisons écologiques (montée des eaux marines) et de contraintes géographiques (isolement, éloignement, trop petite superficie fragmentée en atolls), les micro-Etats du Pacifique dépendent, pour leur survie, de l'aide de pays voisins (Australie, Nouvelle-Zélande) ou de l'ancienne puissance coloniale (Grande-Bretagne, Etats-Unis). Les Seychelles et les Maldives ne ressemblent pas à leurs homologues de la Caraïbe et du Pacifique. Leur bien-être économique est justifié par la prédominance d'un tourisme international haut de gamme. Enfin, Sao Tomé e Príncipe apparaît comme le cas unique d'un micro-Etat avec un avenir compromis, mais qui n'est pas lié à la montée du niveau marin.

Bibliographie

BALDACCHINO, Godfrey (2010), *Island Enclaves. Offshore Strategies, Creative Governance and Subnational Island Juridictions*, Montreal, McGill-Queen's University Press.

BUZENOT, Laurence (2009), « Les zones franches industrielles d'exportation dans la Caraïbe. Les causes économiques de leur émergence », *Etudes Caribéennes*, n° 13-14 (<https://etudescaribeennes.revues.org/4100>).

CONNELL, John (1991), « Island Microstates : The Mirage of Development », *The Contemporary Pacific*, vol. 3, n° 2, pp. 251-287.

CONNELL, John & Dennis CONWAY (2000), « Migration and Remittances in Island Microstates : A Comparative Perspective on the South Pacific and the Caribbean », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 24, n° 1, pp. 52-78.

DUMIENSKI, Zbigniew (2014), *Microstates as Modern Protected States : Towards a New Definition of Micro-Statehood*, Reykjavik, University of Reykjavik, Centre for Small States Studies, Occasional Paper.

DURANTHON, Arnaud (2012), « Qu'est-ce qu'un micro-Etat aujourd'hui ? L'exemple des micro-Etats d'Océanie », *Revue française de droit constitutionnel*, n° 92, pp. 785-795.

DUURSMA, Jorri (1996), *Fragmentation and the International Relations of Microstates : Self-Determination and Statehood*, Cambridge, Cambridge University Press.

DUVAT, Virginie & Alexandre MAGNAN (2010), « Des archipels en péril ? Les Maldives et les Kiribati face au changement climatique », *Vertigo*, vol. 10, n° 3 (<https://vertigo.revues.org/10594>).

FITZPATRICK, Daniel (2013), *Land and Human Mobility in the Pacific : The Effects of Natural Disasters*, Geneva, The Nansen Initiative, Discussion Paper.

FORSTER, Nicola & Felix MALLIN (2014), « The Association of European Microstates with the EU », *Stiftung Wissenschaft und Politik Comments*, n° 27, pp. 1-4.

INGEBRITSEN, Christine, NEUMANN, Iver & Sieglinde GSTÖHL (2006), *Small States in International Relations*, Seattle, University of Washington Press.

KEMPF, Wolfgang (2009), « A Sea of Environmental Refugees ? Oceania in an Age of Climate Change », in HERMANN, Elfriede, KLENCKE, Karin & Michael

DICKHARDT (Eds.), *Form, Macht, Differenz : Motive und Felder Ethnologischen Forschers*, Göttingen, Universitätsverlag, pp. 191-205.

KLIEGER, P. Christiaan (2014), *The Microstates of Europe : Designer Nations in a Post-Modern World*, Lanham, Lexington Books.

LAPLAGNE, Patrick, TREADGOLD, Malcom & Jonathan BALDRY (2001), « A Model of Aid Impact in Some South Pacific Microstates », *World Development*, vol. 29, n° 2, pp. 365-383.

McELROY, Jerome & Kimberly MEDEK (2012), « Small Island Economies : Caribbean Versus Pacific », *Bank of Valletta Review*, n° 46, pp. 17-32.

McELROY, Jerome & Courtney PARRY (2012), « The Long-Term Propensity for Political Affiliation in Island Microstates », *Commonwealth & Comparative Politics*, vol. 50, n° 4, pp. 403-421.

MINASSIAN, Gaïdz (2007), « Micro-Etat, mini-Etat, essai de classification », *Annuaire français des relations internationales*, vol. 8, pp. 329-338.

MISRA, Amalendu (2004), « An Introduction to the Small and Micro States of South Asia », *Contemporary South Asia*, vol. 13, n° 2, pp. 127-131.

MOHAMED, Ali Naseer (2002), *The Diplomacy of Microstates*, Clingendael Netherlands Institute of International Relations, Discussion Papers in Diplomacy n° 78.

NEEMIA-MACKENZIE, Ueantabo (1995), *Smallness, Islandness and Foreign Policy Behaviour : Aspects of Island Microstates Foreign Policy Behaviour with Special Reference to Cook Islands and Kiribati*, Wollongong (Australia), University of Wollongong, Department of History and Politics, PhD Thesis (<https://ro.uow.edu.au/theses/1439>).

SANGUIN, André-Louis (2014), « Sao Tomé e Príncipe, as ilhas do meio do mundo : avaliação crítica sobre su geografia política », *Confins* (<https://confins.revues.org/9018>).

SIRIDOPOULOS, George (2009), « Geography of Microstates : Main Arising Issues », *Regional Science Inquiry Journal*, vol. 1, n° 1, pp. 45-57.

STRINGER, Kevin (2013), *Sovereign Liechtenstein : The Soft Power Projection of a Very Small State*, Reykjavik, University of Reykjavik, Centre for Small States Studies, Occasional Paper.

THOMAS, Frank (2003), « Fisheries Development in Kiribati : Sustainability Issues in a Mirab Economy », *Pacific Studies*, vol. 26, n° ½, pp. 1-23.

VAN FOSSEN, Anthony (2003), « Offshore Gambling in Pacific Islands Tax Havens », *Pacific Studies*, vol. 26, n°3-4, pp. 1-32.

VAN FOSSEN, Anthony (2007), « Citizenship for Sale : Passports of Convenience from Pacific Island Tax Havens », *Commonwealth & Comparative Studies*, vol. 45, n° 2, pp. 138-163.

VEENENDAAL, Wouter Pieter (2013), *Politics and Democracy in Microstates, A Comparative Analysis of the Effects of Size on Constestation and Inclusiveness*, Leiden (The Netherlands), University of Leiden, Institute of Political Science, PhD Thesis.



VOLUME 1, II SEMESTRE 2019

GROWTH, POVERTY AND INEQUALITIES IN THE AGE OF GLOBALIZATION

di

Dominick Salvatore¹

1. Introduction. In this paper, I will first examine how globalization has affected growth and development during the most recent period of rapid globalization that started in the early 1980's, and how growth and development, in turn, has affected and affects the level and the extent of poverty and inequalities in developing countries. Then, I will examine what the United Nations, the World Bank, the International Monetary Fund and other international aid organizations, as well as rich nations individually, can do to facilitate and encourage more rapid growth and development, and how world governance can be changed to allow poor countries to receive a greater share of the benefits emanating from globalization.

2. The Growth Report. In 2008, the high-powered Commission on Growth and Development published *The Growth Report (2008)* which provided an in-depth analysis of the common characteristics of the 13 high-growth economies during the post-war period. The high-growth countries are defined as those that achieved an average real growth rate of at least 7 percent per year over a period of at least 25 years from 1950 to 2005.¹

Although The Commission could not find any unique blueprint for ensuring high growth, it found that the high-growth countries shared five common characteristics. They are: fully “exploited” the world economy; maintained macroeconomic stability; mustered high rates of savings and investment; let markets allocate resources; Had committed, credible and capable governments.

While not specifically mentioned by name, globalization and international competitiveness seem essential characteristics embedded in a high growth strategy. Characteristics one (fully “exploited” the world economy) means that globalization and characteristics four (let markets allocate resources) are essential ingredients of international competitiveness and growth.

¹ Fordham University.



3. Globalization, Efficiency and Growth. There is a strong trend toward rapid globalization in production, labor, and financial markets in the world economy today. For those people, firms, and nations that do take advantage of this trend, the results are increased efficiency, competitiveness, incomes, and growth. The problem is that globalization has also left some people and nations behind.

Global corporations play a crucial role in the globalization process. These are companies that are run by an international team of managers, have research and production facilities in many countries, use parts and components from the cheapest sources around the world, sell their products globally, and finance their operation and are owned by stockholders throughout the world. More and more corporations today operate on the belief that survival requires them to be one of a handful of global corporations in their sector. This is true in the automobile, steel, telecommunications, and aircraft industries, and for companies that produce computers, consumer electronics, chemicals, drugs, and many other products and services.

One important aspect globalization in production is outsourcing, or the foreign “sourcing” of inputs. Indeed, there is practically no major product today that does not have some foreign inputs. Foreign sourcing is often not a choice made by corporations in the hope of earning higher profits, but simply a requirement for those that wish to remain competitive. Firms that do not look abroad for cheaper and higher quality inputs risk not being able to compete in the world—and even in domestic—markets. Such low cost, offshore purchase of inputs is likely to continue to expand rapidly in the future, and is being fostered by joint ventures, licensing arrangements, and other non-equity collaborative arrangements.

Foreign sourcing can be regarded as manufacturing’s new *international* economies of scale in today’s global economy. Just as companies were forced to rationalize operations within each country during the 1980s, they now face the challenge of integrating their operations for their entire system of manufacturing around the world in order to take advantage of the new international economies of scale. The most successful multinational corporations are those that focus on their core competencies that are indispensable to their competitive position over subsequent product generations and cycles, and “outsource” all the rest from outside suppliers (see Salvatore, 2010).

Over time, outsourcing of some parts and components gave rise or evolved into the numerous and elaborate *production supply chains* that exist today, whereby the various stages of production for many advanced products are now performed in different locations and nations. For example, some parts and components used in the production of automobiles crisscross the U.S.- Mexican border several times before being assembled into automobiles in the United States or Mexico. The same is true of Airbus planes assembled in France from a production chains involving French, German, U.S., British, Spanish and firms in many other nations. Indeed, this is true in



the production of many other products and becoming more and more prevalent in the world today. Disrupting these production chains by erecting trade barriers or as a result of some natural disaster can be extremely costly in terms of efficiencies and production-time lost.

Also dramatic is the globalization of labor markets. Work that was previously done in the United States and other advanced countries is now often done much more cheaply in some emerging markets. This is the case not only for low-skill, assembly-line jobs, but also for jobs requiring advanced computer and engineering skills. In fact, a truly competitive global labor force has been developing that is willing and able to do jobs most efficiently at the lowest possible cost. Even service industries, such as making airline reservations, processing tickets, evaluating X-rays, preparing income tax returns, and answering calls to toll-free numbers are more and more frequently being done abroad (see, Salvatore, 2008).

Workers in advanced countries are raising strong objections to the transfer of skilled jobs abroad. Nevertheless, in the future more and more work will simply be done in those advanced and emerging market economies best equipped to do a particular job most economically. If governments in advanced nations tried to restrict the flow of work abroad or interfere with the functioning of existing production supply chains, their extension or with the setting up of new ones in order to protect domestic jobs, their firms would risk losing international competitiveness and they may end up moving all of their operations abroad.

The globalization of financial markets also leads to the utilization of capital where it is more productive and efficient, thus increasing the returns on investment, allowing for the diversification of risks, and raising income and growth in general. The globalization of financial markets, however, may also lead to financial bubbles and local financial crises that can then, through contagion, become full-fledged global financial crises — as it happened in 2008.

In conclusion, we can say that globalization in production, and in labor and financial markets is important and inevitable—important because it increases efficiency, inevitable because international competition requires it. Besides the well-known static gains from specialization in production and trade, globalization also leads to even more important dynamic gains by extending the scale of operation to the entire world and by leading to the more efficient utilization of domestic resources (labor, capital and technology) at home and abroad. Finally, it must be pointed out that the globalization process has not gone into reverse in recent years, as some people and even experts believe. Globalization has simply returned more or less to its growth trend of the 1980s and 1990s, after its excessive expansion (bubble) from 2002 to 2007 and subsequent decline in 2008-2010 (see Salvatore 2016).

4. Globalization, Economic Growth, and Development. Growth is the most important economic goal of countries today. The best available measure of growth in standards



of living that will also allow comparisons across countries is in terms of purchasing power parity (PPP) per capita incomes. This takes into account and makes the proper adjustment for all the reasons (such as an undervalued exchange rate and non-market production) which usually leads to the underestimation of the true per capita income of developing nations with respect to that of advanced nations. Since we are interested in examining the effect of globalization on growth and development, we will compare the growth of real PPP per capita incomes in various countries and regions of the world since the early 1980s, which is usually taken as of the most recent period of rapid globalization, with the two decades (1960-1980) before it. Of course, the rate of growth and development of a nation depends not only on globalization but also on many other domestic factors, such as political stability, improvements in education and labor skills, increasing the rate of investment and absorption of new technologies, reducing the rate of population growth, and so on. But globalization is certainly a crucial ingredient for growth.

For example, no one forced China to open up to the world economy, but without such an opening China would not have received the huge inflows of capital and technology that it needed, and it would not have been able to increase its exports to the rest of the world so dramatically, and thus it would not have been able to achieve its spectacular rates of growth of the past two decades. A possibly strong positive correlation between globalization and growth does not, of course, establish causality, but it would refute the assertion on the part of the anti-global groups that globalization has hampered growth and caused increased inequalities between advanced and developing countries during the past three decades.

Table 1 gives the growth of the weighted yearly average real PPP per capita income in various regions and countries of the world in the 1960-1980, 1980-2000, 2000-2010, and 2010-2015 periods. From the table we see that East Asia & Pacific, did well

Table 1
 Weighted Yearly Average Real PPP per Capita Income Growth in
 Various Regions, 1960-1980, 1980-2000, 2000-2010, and 2010-2015

Region	1960-1980	1980-2000	2000-2010	2010-2015
East Asia & Pacific	2.9	6.1	4.6	4.8
Europe & Central	—	1.1	2.3	1.3



Asia				
Latin America & Caribbean	3.1	0.1	3.6	2.7
Middle East & North Africa	3.2	0.2	5.3	3.3
South Asia	0.6	3.0	7.0	6.6
Sub-Saharan Africa	1.3	-0.6	6.2	4.3
Developing World	2.1	3.1	6.5	5.2
High-Income Countries	3.9	2.3	2.0	1.8

Source: World Bank (2017 and Previous Issues), *World Development Indicators*.

during the 1960-1980 period and very well since then. The former communist countries of Europe and Central Asia performed poorly during the second period (no data was available for the first period) as a result of the economic collapse associated with the fall of communism and the required economic restructuring that followed it, reasonably well during the third period, but poorly during the fourth period. Latin America did reasonably well during the first period, third and fourth periods, but per capita incomes were practically stagnant during the second period (considered the “lost” decades for growth and development) because of political and economic crises. The Middle East and North Africa did well during the first and fourth periods, very well during the third period, but badly during the second period because of political turmoil and wars. South Asia did poorly in the first period, but well in the second period, and extremely well in the third and fourth periods. Sub-Saharan Africa did not do well during the first period and actually became poorer during the second period because of political instability, wars, droughts, and the HIV virus, but it did very well in the third and fourth periods.

The developing world as a whole did reasonably well during the first period, better during the second period and very well indeed in the third and fourth periods. Overall, only South Asia grew faster than the industrialized countries and so it



reduced inequalities vis-à-vis industrialized countries, as a group, during the 1980-2015 period. Europe and Central Asia, the Middle East and North Africa, as well as Latin America, did poorly during the second period, so that inequalities increased with respect to high-income countries, but they did better during the third and fourth periods. Sub-Saharan Africa actually became poorer in an absolute sense during the second period, and so it fell further behind advanced countries and other developing countries during the second period, it but recovered some of the lost ground in the third and fourth periods.

Table 2 shows more directly the correlation between globalization and growth. It shows that the growth of real per capita (PPP) GDP increased sharply in each decade from the 1960s to the 2000s for the developing countries that globalized (i.e., those for which the ratio of international trade and international financial flows to GDP increased) and far exceeded the average growth of rich countries and that of the non-globalizers.

Table 2

Weighted Yearly Average Real PPP Per Capita Income Growth in Rich Countries, Globalizers and Non-Globalizers, in the 1960s, 1970s, 1980s, 1990s, and 2000s

Group of Countries	1960s	1970s	1980s	1990s	2000s
Rich Countries	4.7	3.1	2.3	2.2	2.1
Globalizers	1.4	2.9	3.5	5.0	6.1
Non-Globalizers	2.4	3.3	0.8	1.4	2.3

Source: Dollar and Kraay (2001) and World Bank, *World Development Indicators* (2017 and Previous Issues).

The growth of non-globalizers increased from the decade of the 1960s period. On the other hand, the growth of non-globalizers increased from the decade of the 1960s to the decade of the 1970s, but then it declined sharply during the 1980s, was very low during the 1990s, but then it increased afterwards (and it even exceeded the growth of the rich countries in the 2000s). It seems that growth can be rapid without liberalization and globalization at the beginning of the growth process, but as the nation develops, economic efficiency associated with liberalization and globalization becomes increasingly important.

Although there is no perfect correspondence between non-globalizers and the poorest countries in the world, most non-globalizers do include most of the poorest countries in the world. Thus, inequalities in per capita incomes and standards of living did increase between non-globalizers, on the one hand, and globalizers and the rich countries, on the other, during the 1980s and 1990s. But the reason for this increased inequality cannot be attributed to globalization, as such. Indeed, it was the globalizers that grew fastest during the 1980s and 1990s, while the non-globalizers stagnated or regressed. Thus, the only (but still serious) criticism that can be levied against globalization, as a process, is that it did not permit the poorest countries of the world to also participate in the tremendous benefits in terms of economic efficiency and growth in living standards that globalization made possible. This is a far cry, however, from globalization being itself the cause of the increased inequalities between the rich and the globalizing developing countries, on the one hand, and the poorest and non-globalizing developing nations, on the other, during the past four decades, as claimed by the opponents of globalization. During the 2000s, the non-globalizers, as a group, grew faster than the rich countries, and so they reduced relative income inequalities vis-à-vis the rich countries (but fell further behind with respect to the globalizers).

5. Globalization and Poverty. Another important question that needs to be answered is what effect globalization has had on actual world poverty at the country and at the individual levels. Depending on how we chose to measure relative poverty, however, we get dramatically different results.

One way to measure the evolution of relative poverty is to measure the change in the number of times that the income per capita in the United States exceeds the income per capita in the world's poorest country, in the 10th poorest country, or in the 20 poorest countries, as compared with the 20 richest countries in the world over time. Based on this measure, the United Nations (2008), World Bank (2000/2001), and many left-leaning intellectuals, such as Pritchett (1997) and Stiglitz (2002) have asserted that globalization caused or resulted in increased income inequalities and poverty in the poorest developing countries over the past decades.

The data presented in Table 3 can shed light on this. The second column of the table shows that the ratio of real PPP per capita income in the United States relative to the poorest country (Lesotho) was 48.3 in 1960, 47.1 (Lesotho) in 1970, 47.4 (Tanzania) in 1980, 51.6 (Tanzania) in 1990, 71.3 (Sierra Leone) in 2000, 151.7 (The Congo Democratic Republic) in 2010, and 174.4 (The Congo Democratic Republic) in 2015. Thus, according to this measure, world income inequalities have indeed increased significantly from 1970 to 2015. To avoid the problem of outliers, however, the third column of Table 3 shows that the ratio of real per capita PPP income in the United States relative to the 10th poorest country (Guinea) was 27.6 in 1960, 31.0 (Nigeria) in 1970, 31.3 (Bhutan) in 1980, 32.5 (Burundi) in 1990, 44.6 (Zambia) in 2000, 51.1



(Guinea) in 2010, and 72.7 (Ethiopia) in 2015. Thus, again, inequalities seem to have increased from 1960 to 2015. Finally, the same general conclusion can be reached from the last column of Table 3 (except for a little dip in 1980) when inequalities, as measured as the ratio of the top 20 countries to the bottom 20 countries, declined a little.

Table 3
 Ratio of Real PPP per Capita Income in Rich and Poor Countries, 1960-2015

Year	In U.S. Relative to Poorest Country	In U.S. Relative to 10 th Poorest Country	In the 20 Richest Countries Relative to the 20 Poorest Countries
1960	48.3	27.6	23.0
1970	47.1	31.0	26.2
1980	47.4	31.3	25.7
1990	51.6	32.5	30.8
2000	73.3	44.6	36.3
2010	151.7	51.1	43.3
2015	174.4	62.7	46.9

Source: Bhalla (2002) and World Bank (2017 and Previous Issues), *World Development Indicators*.

A different and more direct method of measuring changes in poverty around the world is to measure the change in the number of poor *people*. Figure 1 gives the number of people and the proportion of the total population who lived on less than \$1.90 in 2011 (PPP) prices used by the World Bank as a measure of poverty in various regions and countries of the world in 1990, 1999, 2012 (the last year for which data were available), and forecasted for 2015.

Figure 1 shows that the number of people living in extreme poverty fell from 1,959 million (37.1 percent of the world population) in 1990 to 1,752 million (29.1 percent of the world population) in 1999, and 983 million (12.7 percent of the world population in 2012 (the last year for which data were available), and it was forecasted to be 702 million (9.6 percent of world population in 2015).



Thus, we arrive at the general conclusion that relative poverty seems to have increased around the world when measured by average national incomes across *nations*. Looking at *poor people*, however, we find that the number of people who live in extreme poverty (defined as those who live on less than \$1.90 per day at 2011 PPP prices) decreased significantly over the past decades of rapid globalization.

6. Internal Income Inequalities in Advanced and Emerging Countries

Income inequalities are not only higher between developed and developing countries but are generally also higher internally (i.e., within the nation) in developing and emerging countries than in advanced countries. Internal income inequality is measured by the Gini coefficient. An index of zero means that everyone in the nation has the same income, while an index of 100 means that one individual has all the income of the nation.

Table 4 shows the Gini coefficient for the G7 countries (the United States, Japan, Germany, the United Kingdom, France, Italy, and Canada) and some of the most important emerging countries (the BRICS countries of Brazil, Russia, India, China, and South Africa, as well as Argentina and the Philippines) in 1995 and in 2010-2015. The Table shows that in 1995 in the G7 the Gini coefficient ranged from the low of 24.9 for Japan to the high of 40.1 in the United States, and it increased for all countries except in the United States (where it remained the same from 1995 to 2010-2015). In the emerging countries listed in Table 4, the coefficient ranged from the low of 29.7 in India to the extremely high of 60.1 in Brazil and it increased in all countries except Argentina and Brazil from 1995 to 2010-2015. Thus, poverty is greater than indicated by aggregate *average income measures* in many developing countries.

Table 4
 Internal Income Inequalities in the G7 and Emerging Countries in 1995 and 2010-2015

G-7 NATIONS	Gini Coefficient		EMERGING COUNTRIES	Gini Coefficient	
	1995	2010-2015		1995	2010-2015
Germany	28.1	30.1	India	29.7	35.2
France	32.7	33.1	Cina	41.5	42.2
Japan	24.9	32.1	Russia	31.0	41.6



Canada	31.5	33.7	Philippines	42.9	43.0
Italy	31.2	35.2	Argentina*	52.2	42.7
U.K.	32.6	32.8	Brazil*	60.1	51.5
U.S.	40.1	41.1	South Africa	58.4	63.4

* = Decline in the Gini coefficient from 1995 to 2010-2015.

Source: United Nations (2017 and Previous Issues), *Human Development Report*.

7. The Human Development Index and World Poverty. There is, however, another method of measuring the standard of living and poverty in a nation, and that is by the Human Development Index (HDI), which is calculated annually by the United Nations. This method is a *broader* and, to some extent, a better measure of the standard of living of a nation because it takes into consideration not only the level of per capita income but also other important conditions of human wellbeing.

The overall HDI is calculated as the average of three indices, the real PPP per capita income, the life expectancy at birth, and the mean years of schooling in the nation, with the last two measures used as catch-all and proxies for all the other aspects of human wellbeing besides per capita income. The HDI shows that the difference in the standard of living between rich and poor countries is much smaller than their differences in real per capita incomes, and that this difference has declined very much during the past three decades.

The left side of Table 4 gives the HDI index for the G7 countries and Norway (the nation with the highest HDI in 1990 and 2015). From the table we see that the HDI index ranged from 0.849 in Norway to 0.758 in Italy (which ranked 26th increased for all the 188 countries for which the index was calculated) in 1990 and increased for all these countries from 1990 to 2015. For the BRICS, Argentina, Mexico and Sierra Leone (the nation with the lowest HDI), the HDI ranged from 0.705 for Argentina to 0.320 for Sierra Leone in 1990 and increased for all countries from 1990 to 2015. To be noted is that the difference in the HDI between Norway and Sierra Leone was 2.20 in 1990 and 2.35 in 2015, which is much, much smaller than the difference in per capita income between the United States and Ethiopia (the poorest countries in the world in terms of per capita income only in 2015) shown in Table 3. The same is generally true if we compared the HDI for the United States and Sierra Leone in 1990 and 2015.

Table 5 gives the HDI indices for various HDI groups of countries and regions in 1990, 2000, 2010, and 2015. From the table we see that (1) the HDI index increased for all groups of countries and regions for every decade from 1990 to 2015, (2) the



index for the very high HDI countries, as a group, was 2.28 times higher than for the least developed nations in 1990 (which is dramatically less than the difference in per capita incomes shown in Table 3), and (3) the difference in the index of the very high HDI countries with that of the least developed was 2.03 times in 2015 (again, much less than in per capita incomes), and it declined from 1990 to 2015. Future increases in the standard of living of poor nations, however, will very likely depend even more than in the past on increases in real per capita incomes, after the basics of life have been provided (because, among other things, health and education are very costly).

Table 5

Human Development Index (HDI) for Various Groups of Nations and Regions, and Least Developed Nations, 1990, 2000, 2010, 2015

HDI GROUPS	1990	2000	2010	2015
Very High	0.791	0.836	0.876	0.892
High	0.574	0.637	0.716	0.746
Medium	0.465	0.525	0.598	0.631
Low	0.356	0.388	0.475	0.497
HDI REGIONS				
Arab States	0.556	0.611	0.672	0.687
East Asia and Pacific	0.516	0.595	0.688	0.720
Europe and Central Asia	0.652	0.667	0.732	0.756



Latin America & Caribbean	0.626	0.685	0.730	0.751
South Asia	0.438	0.502	0.583	0.621
Sub-Sahara Africa	0.399	0.421	0.497	0.523
LEAST DEVELOPED COUNTRIES	0.347	0.399	0.481	0.508
WORLD	0.597	0.641	0.696	0.717

Source: UNDP (2017 and Previous Issues), Human Development Report.

8. The Millennium Development Goals and Targets. In trying to overcome poverty and hunger in the world, the World Bank sponsored the Millennium Development Goals (MDG) in 2000, which was signed by 189 countries. The MDG proposed a program for rich countries to help the poorest developing countries stimulate growth, reduce poverty, and promote sustainable development. The MDG specified a set of eight objectives incorporating specific targets for reducing income poverty, tackling other sources of human deprivation, and promoting sustainable development by 2015. These are: (1) halve extreme poverty and hunger relative to 1990; (2) achieve universal primary education; (3) promote gender equality and empower women; (4) reduce child mortality; (5) improve maternal health; (6) combat HIV/AIDS, malaria, and other diseases; (7) ensure environmental sustainability (such as halving the proportion of people without access to improved sources of water); and (8) establish a global partnership for development.

As shown in Table 6, some of the development goals scheduled to be reached by 2015 have been attained, others were within reach, while some were lagging. Goal 1 (halving the percentage of people living in extreme poverty and suffering hunger) was achieved (although the target of halving the proportion of people *suffering from hunger* was narrowly missed). Goal 7 of halving the proportion of people without access to improved sources of water was also achieved.

Table 6
 Millennium Development Goals Achieved by 2015

-
- MDG 1:** The number of people living on less than \$1.25 a day has been reduced from 1.9 billion in 1990 to 836 million in 2015, although the target of halving the proportion of people suffering from hunger was narrowly missed.
- MDG 2:** Primary school enrolment figures have shown an impressive rise, but the goal of achieving universal primary education has just been missed, with the net enrolment rate increasing from 83% in 2000 to 91% this year.
- MDG 3:** About two-thirds of developing countries have achieved gender parity in primary education.
- MDG 4:** The child mortality rate has reduced by more than half over the past 25 years – falling from 90 to 43 deaths per 1,000 live births – but it has failed to meet the MDG target of a drop of two-thirds.
- MDG 5:** The global maternal mortality ratio has fallen by nearly half – short of the two-thirds reduction the MDGs aimed for.
- MDG 6:** The target of halting and beginning to reverse the spread of HIV/Aids by 2015 has not been met, although the number of new HIV infections fell by around 40% between 2000 and 2013.
- MDG 7:** Some 2.6 billion people have gained access to improved drinking water since 1990, so the target of halving the proportion of people without access to improved sources of water was achieved in 2010 – five years ahead of schedule. However, 663 million people across the world still do not have access to improved drinking water.
- MDG 8:** Between 2000 and 2014, overseas development assistance from rich nations to developing countries increased by 66% in real terms, and in 2013 reached the record figure of \$134.8bn.

Source: United Nations, “Summary,” *The Millennium Development Goals Report 2015*; and “What Have the Millennium Development Goals Achieved?,” *The Guardian*, July 6, 2015 at <https://www.theguardian.com/global-development/datablog/2015/jul/06/what-illennium-development-goals-achieved-mdgs>.

Goal 2 of achieving universal primary school education was almost achieved (with the net enrolment rate increasing from 83% to 91%). Goal 4 to cut child mortality by two-thirds was not reached (although the child mortality rate fell from 90 to 43 deaths per 1,000 live births). The same is true for Goal 5 to cut the global maternal mortality ratio. Although the number of new HIV infections fell by around 40%, Goal 6 to halt and reverse the spread of HIV/Aids by 2015 was not met. Similarly, although overseas development assistance from rich nations to developing countries increased by 66% in real terms, Goal 8 was not achieved.

To conclude, even though six of the eight millennium development goals or targets were not achieved, great progress was made in all these areas — and these are the areas crying for greater humanitarian assistance.



9. Globalization, Poverty, and Governance. In general, globalization greatly benefited the people and the nations that globalized. Almost invariably, the nations with the largest percentage of the population living in extreme poverty, and in which poverty has fallen only a little or not at all, are the nations that did not or could not globalize. As pointed out earlier, their poverty is due primarily to internal causes (wars, internal strife, corruption, natural disasters, and HIV). What can be blamed on globalization is that it bypassed some of the poorest countries in the world and left millions of children starving and hundreds of million of people still in deep poverty.

Globalization, itself, is devoid of any ethical content. It only increases efficiency for those people and for those nations that take advantage of it. But economic efficiency cannot and should not be everything. There are important social, political, ethical, and health aspects that cannot be left exclusively to the market. The world can hardly be peaceful with millions of people still facing stark poverty, starvation, and hopelessness. But these crucial problems facing the world today would worsen rather than be solved by slowing down the process of globalization.

What is required to solve or at least greatly reduce the problem of world poverty would be to reform the entire international economic and financial system so as to spread the benefits of globalization more evenly around the world and without leaving out the poorest countries and the poorest people. This can be accomplished by canceling the international debts of the poorest countries, sharply increasing foreign aid (which is now less than 0.3% of the GDP of rich countries), and opening more widely the market of rich countries to exports from the poorest countries.

The promises made by the rich countries at the Monterrey Conference in March of 2002 to increase foreign aid by 50% and to open more widely their markets to the exports from the poorest lands were not only inadequate but have not yet been implemented. And with the deepest financial and economic crisis that the world experienced since the end of World War II in 2008 and 2009 and slower growth since then in most countries, poverty in some the poorest nations of the world temporarily reversed its downward trend. Nothing less than the complete reform of the international economic and monetary systems is required to solve the problem of poverty in the world today.

In short, the world faces a problem of governance. The poorest nations and the poorest people are simply not franchised. They still do not have much to say on matters of international economics and finance of great relevance to them. They can only appeal to the humanitarian benevolence of the rich countries. The hope is that with the expansion from the G7 to the G20 (which includes the G7 and the ten largest developing countries), the international economic system can be reformed to ensure that the poorest countries and the poorest people of the world would also benefit from globalization and that poverty would be greatly reduced. It would be truly sad if the selfishness of the G7 were to be replaced by the greed of the BRICS and G20, if the

G20 were to pursue reforms in the management of the world economy to promote primarily their self interest and abandon the poorest countries to their destiny.

10. Conclusions. The major causes of poverty in the least-developed countries are of internal or domestic origin (wars, internal strife, corruption, natural and man-made disasters, and HIV) rather than globalization. In fact, the poorest countries are the ones that have not or could not globalize. What globalization can be accused of is for not having permitted the poorest countries to also globalize and share in the great benefits resulting from it.

The powerful force to reduce poverty in the world is economic growth and (as the *Growth Report*, 2008) indicates globalization and international competitiveness are essential characteristics embedded in a high-growth strategy.

Poverty and hunger in developing nations can only be reduced by rapid growth. For this to occur, however, rich countries and the large and rapidly-growing emerging countries (i.e., the G20) must increase developmental aid to the poorest countries, cancel foreign debts, open their markets more widely to the products of the poorest countries and, most importantly, change the governance of the world economy by empowering poor countries and poor people.

References

Bhalla, Surjit S. (2002) *Imagine There's No Country*, Washington DC, Institute for International Economics.

Commission on Growth and Development (2008), *The Growth Report: Strategies for Sustained Growth and Inclusive Development*, Washington, D.C., World Bank.

Dollar, David and Aron Kraay (2001) "Growth Is Good for the Poor," *Policy Research Working Paper No. 2587*, Washington DC, World Bank.

Pritchett, Lant (1997), "Divergence, Big Time," *Journal of Economic Perspectives*, No. 3, pp. 3-17.

Salvatore Dominick (2010), "Globalization, International Competitiveness, and Growth," *Journal of International Commerce, Economics and Policy* (JICEP), Inaugural Issue, April, pp. 21-32.

Salvatore, Dominick (2008) "Growth, Productivity, and Wages in the G-7 Countries," *Journal of Policy Modeling*, July/August, pp. 627-632.

Salvatore, Dominick (2016), *International Economics*, 12 ed., Wiley, Chapters 1, 8-12.

Stiglitz, Joseph (2002), *Globalization and Its Discontents*, New York, Norton & Company.

United Nations (20FAFA08), *Human Development Report*, New York.

United Nations (2017 and Previous Issues), *Human Development Reports*, New York.

World Bank (2002), *Globalization, Growth and Poverty: Building an Inclusive World Economy*, New York, Oxford University Press.

World Bank (2017 and Previous Issues), *World Development Reports*, Washington, D.C..

World Bank (2017 and Previous Issues), *World Development Indicators*, Washington D.C..

Further Reading

Barro, Robert J. and Xavier Sala-I-Martin (2004) *Economic Growth*, Second Edition, Cambridge, MA, MIT Press.

Bhagwati, Jagdish (2004) *In Defense of Globalization*, New York, Oxford University Press.

Chen, Shaohua and Martin Ravallion (2010), “The Developing World Is Poorer than We Thought, But No Less Successful in the Fight Against Poverty,” *The Quarterly Journal of Economics*, May 2010, pp. 315-347.

Chen, Shaohua and Martin Ravallion (2010), “Why Don’t We See Poverty Convergence?” *American Economic Review*, February 2012, pp. 504-523.

Dollar, David and Aron Kraay (2004) “Trade, Growth and Poverty,” *The Economic Journal*, February, pp. 22-49.

Grilli, Enzo and Dominick Salvatore (1994) *Economic Development*, Westport, Conn., Greenwood Press.

IMF (2017), *World Economic Outlook*, Washington DC, April.

Kraay, Aart and Caludio Raddatz (2007) “Poverty Traps, Aid, and Growth,” *The Journal of Development Economics*, March, pp. 315-347.

Salvatore, Dominick (1993), *Protectionism and World Welfare*, New York, Cambridge University.

Salvatore, Dominick, “Trade Policy and Internationalization,” Chapter 11, in P. Morone ed., *Knowledge Innovation and Internationalization*, Routledge, 2012.

Stern, Nicholas (2002), *A Strategy for Development*, Washington D.C., World Bank.

World Commission on the Social Dimension of Globalization (2004), *A Fair Globalization*, Geneva, ILO.

World Bank (2011), *Multipolarity: The New Global Economy*, Washington, D.C..

World Bank, *The Changing Wealth of Nations*. Washington, D.C., World Bank, 2011.

